

# LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

## MINISTERE DE LA JUSTICE

F. 2001 — 762

[2001/09048]

**28 NOVEMBRE 2000**

### Loi relative à la protection pénale des mineurs (1)

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.  
Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :  
CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Disposition générale

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

#### CHAPITRE II. — Dispositions modifiant le Code pénal

**Art. 2.** Au chapitre X du livre premier du Code pénal, l'intitulé précédant l'article 100 est remplacé par l'intitulé suivant :

« Dispositions générales ».

**Art. 3.** Un article 100<sup>ter</sup>, rédigé comme suit, est inséré dans le livre I<sup>er</sup> du même Code :

« Art. 100<sup>ter</sup>. — Lorsqu'il est fait usage du terme « mineur » dans les dispositions du livre II, cette notion désigne la personne n'ayant pas encore atteint l'âge de dix-huit ans. ».

**Art. 4.** L'article 347<sup>bis</sup> du même Code, inséré par la loi du 2 juillet 1975 et modifié par la loi du 10 juillet 1996, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 347<sup>bis</sup>. — § 1<sup>er</sup>. Constituent une prise d'otages, l'arrestation, la détention ou l'enlèvement de personnes pour répondre de l'exécution d'un ordre ou d'une condition, tel que préparer ou faciliter l'exécution d'un crime ou d'un délit, favoriser la fuite, l'évasion, obtenir la libération ou assurer l'impunité des auteurs ou des complices d'un crime ou d'un délit.

§ 2. La prise d'otages sera punie de la réclusion de vingt ans à trente ans.

La peine sera la réclusion à perpétuité si la personne prise comme otage est un mineur.

§ 3. Sauf dans les cas visés au § 4, la peine sera la réclusion de quinze ans à vingt ans si dans les cinq jours de l'arrestation, de la détention ou de l'enlèvement, la personne prise comme otage a été libérée volontairement sans que l'ordre ou la condition ait été exécuté.

§ 4. La peine sera la réclusion à perpétuité dans les cas suivants :

1° si l'arrestation, la détention ou l'enlèvement de la personne prise comme otage a causé soit une maladie paraissant incurable, soit une incapacité permanente physique ou psychique, soit la perte complète de l'usage d'un organe, soit une mutilation grave, soit la mort;

2° si la personne prise comme otage a été soumise à des tortures corporelles. ».

**Art. 5.** L'article 363 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 363. — Sera puni de la réclusion de cinq ans à dix ans celui qui substitue un enfant à un autre ou qui attribue à une femme un enfant dont elle n'a pas accouché.

Sera puni d'un emprisonnement de six mois à cinq ans celui qui détruit la preuve de l'état civil d'un enfant ou en empêche l'établissement.

La même peine sera appliquée à ceux qui auront donné la mission de commettre les faits mentionnés aux alinéas précédents, si cette mission a reçu son exécution. ».

**Art. 6.** A l'article 372 du même Code, remplacé par la loi du 15 mai 1912, sont apportées les modifications suivantes :

1° L'alinéa premier est complété par les mots « de cinq ans à dix ans »;

## MINISTERIE VAN JUSTITIE

N. 2001 — 762

[2001/09048]

**28 NOVEMBER 2000. — Wet betreffende**

### de strafrechtelijke bescherming van minderjarigen (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.  
De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :  
HOOFDSTUK I. — *Algemene bepaling*

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

#### HOOFDSTUK II. — *Bepalingen tot wijziging van het Strafwetboek*

**Art. 2.** In hoofdstuk X van boek I van het Strafwetboek wordt het opschrift boven artikel 100 vervangen als volgt :

« Algemene bepalingen ».

**Art. 3.** In boek I van hetzelfde Wetboek wordt een artikel 100<sup>ter</sup> ingevoegd, luidende :

« Art. 100<sup>ter</sup>. — Wanneer in de bepalingen van boek II de term « minderjarige » wordt aangewend, wordt daaronder elke persoon verstaan die de leeftijd van achttien jaar nog niet heeft bereikt. ».

**Art. 4.** Artikel 347<sup>bis</sup>, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 2 juli 1975 en gewijzigd bij de wet van 10 juli 1996, wordt vervangen als volgt :

« Art. 347<sup>bis</sup>. — § 1. Gijzeling is de aanhouding, de gevangenhouding of de ontvoering van personen om deze borg te doen staan voor de voldoening aan een bevel of een voorwaarde, onder meer een misdaad of een wanbedrijf voor te bereiden of te vergemakkelijken, de vlucht, de ontvluchting van de daders van een misdaad of wanbedrijf of hun medeplichtigen in de hand te werken, hun vrijlating te verkrijgen of ze hun straf te doen ontgaan.

§ 2. Gijzeling wordt gestraft met opsluiting van twintig jaar tot dertig jaar.

De straf is levenslange opsluiting indien de gijzelaar een minderjarige is.

§ 3. Behalve in de in § 4 bedoelde gevallen is de straf opsluiting van vijftien jaar tot twintig jaar tot twintig jaar indien binnen vijf dagen na de aanhouding, de gevangenhouding of de ontvoering, de gijzelaar vrijwillig wordt vrijgelaten zonder dat aan het bevel of aan de voorwaarde is voldaan.

§ 4. De straf is levenslange opsluiting in de volgende gevallen :

1° indien de aanhouding, de gevangenhouding of de ontvoering van de gijzelaar, hetzij een ongeneeslijk lijkende ziekte, hetzij blijvende fysieke of psychische ongeschiktheid, hetzij het volledige verlies van het gebruik van een orgaan, hetzij zware verminking, hetzij de dood ten gevolge heeft;

2° indien de gijzelaar lichamelijk is gefolterd. ».

**Art. 5.** Artikel 363 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. 363. — Met opsluiting van vijf jaar tot tien jaar wordt gestraft hij die een kind met een ander kind verwisselt of aan een vrouw een kind toeschrijft waarvan zij niet is bevallen.

Met gevangenisstraf van zes maanden tot vijf jaar wordt gestraft hij die het bewijs van de burgerlijke staat van een kind vernietigt of het opmaken ervan verhindert.

Dezelfde straf wordt toegepast op hen die opdracht geven om de in de vorige leden vermelde feiten te plegen, indien die opdracht is uitgevoerd. ».

**Art. 6.** In artikel 372 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 15 mei 1912, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Het eerste lid wordt aangevuld met de woorden « van vijf jaar tot tien jaar »;

2° A l'alinéa 2, les mots « ou adoptant » sont insérés entre les mots « ascendants » et les mots « sur la personne »;

3° Au même alinéa, les mots « des travaux forcés » sont remplacés par les mots « de la réclusion »;

4° Le même alinéa est complété comme suit :

« La même peine sera appliquée si le coupable est soit le frère ou la sœur de la victime mineure ou toute personne qui occupe une position similaire au sein de la famille, soit toute personne cohabitant habituellement ou occasionnellement avec elle et qui a autorité sur elle. »

**Art. 7.** A l'article 373 du même Code, remplacé par la loi du 15 mai 1912, sont apportées les modifications suivantes :

1° L'alinéa 2 est complété par les mots « de cinq ans à dix ans »;

2° A l'alinéa 3, les mots « des travaux forcés » sont remplacés par les mots « de la réclusion ».

**Art. 8.** A l'article 375 du même Code, remplacé par la loi du 15 mai 1912, et modifié par les lois du 14 mai 1937 et du 4 juillet 1989, sont apportées les modifications suivantes :

1° L'alinéa 3 est complété par les mots « de cinq ans à dix ans »;

2° Aux alinéas 4, 5 et 6, les mots « des travaux forcés » sont remplacés par les mots « de la réclusion »;

3° A l'alinéa 7, les mots « des travaux forcés à perpétuité » sont remplacés par les mots « de la réclusion de vingt ans à trente ans. ».

**Art. 9.** A l'article 376 du même Code, remplacé par la loi du 4 juillet 1989, sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'alinéa premier, les mots « des travaux forcés à perpétuité » sont remplacés par les mots « de la réclusion de vingt ans à trente ans »

2° Aux alinéas 2 et 3, les mots « des travaux forcés » sont remplacés par les mots « de la réclusion. ».

**Art. 10.** A l'article 377 du même Code, modifié par les lois du 15 mai 1912, 14 mai 1937, 18 juin 1985 et 4 juillet 1989, sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'alinéa premier, les mots « ou l'adoptant » sont insérés entre les mots « ascendant » et les mots « de la victime »;

2° Au même alinéa, les mots « ; si le coupable est soit le frère ou la sœur de la victime mineure ou toute personne qui occupe une position similaire au sein de la famille, soit toute personne cohabitant habituellement ou occasionnellement avec elle et qui a autorité sur elle, » sont insérés entre les mots « par une ou plusieurs personnes, » et les mots « les peines »;

3° Aux alinéas 2, 4 et 6, les mots « des travaux forcés » sont remplacés par les mots « de la réclusion. ».

**Art. 11.** L'article 378 du même Code, modifié par la loi du 8 avril 1965, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 378. — Dans les cas prévus par le présent chapitre, les coupables seront condamnés à l'interdiction des droits énoncés à l'article 31. ».

**Art. 12.** L'article 378bis du même Code, inséré par la loi du 4 juillet 1989, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 378bis. — La publication et la diffusion par le livre, la presse, la cinématographie, la radiophonie, la télévision ou par quelque autre manière, de textes, de dessins, de photographies, d'images quelconques ou de messages sonores de nature à révéler l'identité de la victime d'une infraction visée au présent chapitre sont interdites, sauf si cette dernière a donné son accord écrit ou si le procureur du Roi ou le magistrat chargé de l'instruction a donné son accord pour les besoins de l'information ou de l'instruction.

Les infractions au présent article sont punies d'un emprisonnement de deux mois à deux ans et d'une amende de trois cents francs à trois mille francs ou d'une de ces peines seulement. ».

**Art. 13.** A l'article 379 du même Code, remplacé par la loi du 13 avril 1995, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa premier, les mots « de cinq ans à dix ans » sont insérés entre les mots « réclusion » et les mots « et d'une amende »;

2° dans l'alinéa 2, les mots « des travaux forcés » sont remplacés par les mots « de la réclusion »;

2° In het tweede lid worden de woorden « of adoptant » ingevoegd tussen de woorden « in de opgaande lijn » en het woord « gepleegd »;

3° In hetzelfde lid wordt het woord « dwangarbeid » vervangen door het woord « opsluiting »;

4° Hetzelfde lid wordt aangevuld als volgt :

« Dezelfde straf wordt toegepast indien de schuldige hetzij de broer of de zus van het minderjarige slachtoffer is of ieder ander persoon die een soortgelijke positie heeft in het gezin, hetzij onverschillig welke persoon die gewoonlijk of occasioneel met het slachtoffer samenwoont en die over dat slachtoffer gezag heeft. »

**Art. 7.** In artikel 373 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 15 mei 1912, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Het tweede lid wordt aangevuld met de woorden « van vijf jaar tot tien jaar »;

2° In het derde lid wordt het woord « dwangarbeid » vervangen door het woord « opsluiting ».

**Art. 8.** In artikel 375 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 15 mei 1912 en gewijzigd bij de wetten van 14 mei 1937 en 4 juli 1989, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Het derde lid wordt aangevuld met de woorden « van vijf jaar tot tien jaar »;

2° In het vierde, het vijfde en het zesde lid wordt het woord « dwangarbeid » vervangen door het woord « opsluiting »;

3° In het zevende lid worden de woorden « levenslange dwangarbeid » vervangen door de woorden « opsluiting van twintig jaar tot dertig jaar. ».

**Art. 9.** In artikel 376 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 4 juli 1989, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid worden de woorden « levenslange dwangarbeid » vervangen door de woorden « opsluiting van twintig jaar tot dertig jaar »

2° In het tweede en het derde lid wordt het woord « dwangarbeid » vervangen door het woord « opsluiting. ».

**Art. 10.** In artikel 377 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 15 mei 1912, 14 mei 1937, 18 juni 1985 en 4 juli 1989, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid worden de woorden « of adoptant » ingevoegd na de woorden « bloedverwant in de opgaande lijn »;

2° In hetzelfde lid worden de woorden « ; of is hij hetzij de broer of de zus van het minderjarige slachtoffer of ieder ander persoon die een gelijkaardige positie heeft in het gezin, hetzij onverschillig welke persoon die gewoonlijk of occasioneel met het slachtoffer samenwoont en die over dat slachtoffer gezag heeft, » ingevoegd tussen de woorden « of van het wanbedrijf » en de woorden « , dan worden de straffen »;

3° In het tweede, het vierde en het zesde lid wordt het woord « dwangarbeid » vervangen door het woord « opsluiting. ».

**Art. 11.** Artikel 378 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 8 april 1965, wordt vervangen als volgt :

« Art. 378. — In de gevallen omschreven in dit hoofdstuk worden de schuldigen veroordeeld tot ontzetting van de rechten genoemd in artikel 31. ».

**Art. 12.** Artikel 378bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 4 juli 1989, wordt vervangen als volgt :

« Art. 378bis. — Publicatie en verspreiding door middel van boeken, pers, film, radio, televisie of op enige andere wijze, van teksten, tekeningen, foto's, enigerlei beelden of geluidsfragmenten waaruit de identiteit kan blijken van het slachtoffer van een in dit hoofdstuk genoemd misdrijf zijn verboden, tenzij met schriftelijke toestemming van het slachtoffer of met toestemming, ten behoeve van het opsporingsonderzoek of het gerechtelijk onderzoek, van de procureur des Konings of van de met het onderzoek belaste magistraat.

Overtredingen van dit artikel worden gestraft met gevangenisstraf van twee maanden tot twee jaar en met geldboete van driehonderd frank tot drieduizend frank of met een van die straffen alleen. ».

**Art. 13.** In artikel 379 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 13 april 1995, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid worden de woorden « van vijf jaar tot tien jaar » ingevoegd tussen het woord « opsluiting » en de woorden « en met geldboete »;

2° In het tweede lid wordt het woord « dwangarbeid » vervangen door het woord « opsluiting »;

3° dans l'alinéa 3, les mots « des travaux forcés » sont remplacés par les mots « de la réclusion », et les mots « dix ans » sont remplacés par les mots « quatorze ans ».

**Art. 14.** A l'article 380*bis* du même Code, remplacé par la loi du 13 avril 1995, qui devint l'article 380, sont apportées les modifications suivantes :

1° aux §§ 3, 4 et 5, les mots « des travaux forcés » sont remplacés par les mots « de la réclusion »;

2° au § 4, 1° et 4°, les mots « âgé de moins de seize ans » sont supprimés;

3° le § 4 est complété par un 5°, libellé comme suit :

« 5° quiconque aura obtenu par la remise, l'offre ou la promesse d'un avantage matériel ou financier, la débauche ou la prostitution d'un mineur. »;

4° au § 5, les mots « de moins de dix ans » sont remplacés par les mots « de moins de seize ans »;

5° il est inséré un § 6, rédigé comme suit :

« § 6. Quiconque aura assisté à la débauche ou à la prostitution d'un mineur sera puni d'un emprisonnement de un mois à deux ans et d'une amende de cent francs à deux mille francs. ».

**Art. 15.** L'article 380*quater* du même Code, inséré par la loi du 21 août 1948 et modifié par la loi du 27 mars 1995, devient l'article 380*bis*.

**Art. 16.** A l'article 380*quinquies* du même Code, inséré par la loi du 27 mars 1995, qui devient l'article 380*ter*, dans les §§ 1<sup>er</sup> et 2, les mots « ayant un but lucratif direct ou indirect » sont supprimés.

**Art. 17.** L'article 381*bis* du même Code, inséré par la loi du 13 avril 1995, qui devient l'article 381, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 381. — Les infractions visées aux articles 379 et 380, §§ 3 et 4, seront punies de la réclusion de quinze ans à vingt ans et d'une amende de mille francs à cent mille francs et les infractions visées à l'article 380, § 5, seront punies de la réclusion de dix-sept ans à vingt ans et d'une amende de mille francs à cent mille francs, si elles constituent des actes de participation à l'activité principale ou accessoire d'une association, et ce, que le coupable ait ou non la qualité de dirigeant. ».

**Art. 18.** L'article 382 du même Code, modifié par les lois du 26 mai 1914, 21 août 1948, 28 juillet 1962, 8 avril 1965 et 13 avril 1995, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 382. — § 1<sup>er</sup>. Dans les cas visés aux articles 379 et 380, les coupables seront, en outre, condamnés à l'interdiction des droits énoncés à l'article 31.

§ 2. Les tribunaux pourront interdire aux personnes condamnées pour une infraction prévue à l'article 380, §§ 1<sup>er</sup> à 3, pour un terme de un an à trois ans, d'exploiter, soit par eux-mêmes, soit par personne interposée, un débit de boissons, un bureau de placement, une entreprise de spectacles, une agence de location ou de vente de supports visuels, un hôtel, une agence de location de meublés, une agence de voyage, une entreprise de courtage matrimonial, une institution d'adoption, un établissement à qui l'on confie la garde des mineurs, une entreprise qui assure le transport d'élèves et de groupements de jeunesse, un établissement de loisirs ou de vacances, ou tout établissement proposant des soins corporels ou psychologiques, ou d'y être employés à quelque titre que ce soit.

En cas de seconde condamnation pour une infraction prévue à l'article 380, §§ 1<sup>er</sup> à 3, l'interdiction pourra être prononcée pour un terme de un an à vingt ans.

En cas de condamnation pour une infraction prévue aux articles 379 et 380, §§ 4 et 5, l'interdiction pourra être prononcée pour un terme de un à vingt ans.

§ 3. Sans avoir égard à la qualité de la personne physique ou morale de l'exploitant, propriétaire, locataire ou gérant, le tribunal peut ordonner la fermeture de l'établissement dans lequel les infractions ont été commises, pour une durée d'un mois à trois ans.

Lorsque le condamné n'est ni propriétaire, ni exploitant, ni locataire, ni gérant de l'établissement, la fermeture ne peut être ordonnée que si la gravité des circonstances concrètes l'exige, et ce, pour une durée de deux ans au plus, après citation sur requête du ministère public, du propriétaire, de l'exploitant, du locataire ou du gérant de l'établissement.

3° In het derde lid wordt het woord « dwangarbeid » vervangen door het woord « opsluiting » en worden de woorden « tien jaar » vervangen door de woorden « veertien jaar ».

**Art. 14.** In artikel 380*bis* van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 13 april 1995, dat artikel 380 wordt, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in §§ 3, 4 en 5, wordt het woord « dwangarbeid » vervangen door het woord « opsluiting »;

2° in § 4, 1 en 4, worden de woorden « onder de zestien jaar » geschrapt;

3° paragraaf 4 wordt aangevuld met een 5, luidende :

« 5° hij die door de overhandiging, het aanbod of de belofte van een materieel of financieel voordeel ontucht of prostitutie van een minderjarige heeft verkregen. »;

4° in § 5 worden de woorden « onder de tien jaar » vervangen door de woorden « onder de zestien jaar »;

5° er wordt een § 6 ingevoegd, luidende :

« § 6. Hij die ontucht of prostitutie van een minderjarige bijwoont, wordt gestraft met gevangenisstraf van een maand tot twee jaar en met geldboete van honderd frank tot tweeduizend frank. ».

**Art. 15.** Artikel 380*quater* van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 21 augustus 1948 en gewijzigd bij de wet van 27 maart 1995, wordt artikel 380*bis*.

**Art. 16.** In artikel 380*quinquies* van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 27 maart 1995, dat artikel 380*ter* wordt, worden in de §§ 1 en 2 de woorden « met een direct of indirect winsttoegmerk » geschrapt.

**Art. 17.** Artikel 381*bis* van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 13 april 1995, dat artikel 381 wordt, wordt vervangen als volgt :

« Art. 381. — De misdrijven bedoeld in de artikelen 379 en 380, §§ 3 en 4, worden gestraft met opsluiting van vijftien jaar tot twintig jaar en met geldboete van duizend frank tot honderdduizend frank en de misdrijven bedoeld in artikel 380, § 5, worden gestraft met opsluiting van zeventien jaar tot twintig jaar en met geldboete van duizend frank tot honderdduizend frank, indien ze daden betreffen van deelneming aan de hoofdbedrijvigheid of bijkomende bedrijvigheid van een vereniging, ongeacht of de schuldlige de hoedanigheid van leidend persoon heeft of niet. ».

**Art. 18.** Artikel 382 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 26 mei 1914, 21 augustus 1948, 28 juli 1962, 8 april 1965 en 13 april 1995, wordt vervangen als volgt :

« Art. 382. — § 1. In de gevallen bedoeld in de artikelen 379 en 380 worden de schuldigen bovendien veroordeeld tot ontzetting van de rechten genoemd in artikel 31.

§ 2. De rechtbanken kunnen tegen de personen die wegens een misdrijf bepaald bij artikel 380, §§ 1 tot 3, veroordeeld worden, het verbod uitspreken om gedurende een jaar tot drie jaar een drankgelegenheid, een bureau voor arbeidsbemiddeling, een onderneming van vertoningen, een zaak voor verhuur of verkoop van visuele dragers, een hotel, een bureau voor verhuur van gemeubileerde kamers of appartementen, een reisbureau, een huwelijksbureau, een adoptieinstelling, een instelling waaraan de bewaring van minderjarigen wordt toevertrouwd, een bedrijf dat leerlingen en jeugdgroepen vervoert, een gelegenheid voor ontspanning of vakantie, of een inrichting die lichaamsverzorging of psychologische begeleiding aanbiedt, hetzij persoonlijk, hetzij door bemiddeling van een tussenpersoon, uit te baten of er, in welke hoedanigheid ook, werkzaam te zijn.

In geval van een tweede veroordeling wegens een misdrijf bepaald in artikel 380, §§ 1 tot 3, kan het verbod voor een termijn van een jaar tot twintig jaar worden uitgesproken.

In geval van een veroordeling wegens een misdrijf bepaald bij de artikelen 379 en 380, §§ 4 en 5, kan het verbod voor een termijn van een jaar tot twintig jaar worden uitgesproken.

§ 3. Zonder rekening te houden met de hoedanigheid van natuurlijke persoon of rechtspersoon van de uitbater, eigenaar, huurder of zaakvoerder, kan de rechtbank de sluiting bevelen van de inrichting waar de misdrijven zijn gepleegd, voor een termijn van een maand tot drie jaar.

Wanneer de veroordeelde eigenaar, uitbater, huurder noch zaakvoerder is van de inrichting, kan de sluiting enkel worden bevolen indien de ernst van de concrete omstandigheden dit vereist, en dit voor een termijn van maximaal twee jaar, na dagvaarding van de eigenaar, de uitbater, de huurder of de zaakvoerder op vordering van het openbaar ministerie.



La citation devant le tribunal est transcrite à la conservation des hypothèques de la situation des biens à la diligence de l'huissier auteur de l'exploit.

La citation doit contenir la désignation cadastrale de l'immeuble concerné et en identifier le propriétaire dans la forme et sous la sanction prévues à l'article 12 de la loi du 10 octobre 1913 portant des modifications à la loi hypothécaire et à la loi sur l'expropriation forcée et réglant à nouveau l'organisation de la conservation des hypothèques.

Toute décision rendue en la cause est mentionnée en marge de la transcription de la citation selon la procédure prévue par l'article 84 de la loi hypothécaire. Le greffier fait parvenir au conservateur des hypothèques les extraits et la déclaration selon laquelle aucun recours n'est introduit.

§ 4. L'article 389 est applicable à la présente disposition. ».

**Art. 19.** L'article 382bis du même Code, inséré par la loi du 13 avril 1995 contenant des dispositions en vue de la répression de la traite des êtres humains et de la pornographie infantine, devient l'article 382ter.

**Art. 20.** L'article 382bis du même Code, inséré par la loi du 13 avril 1995 relative aux abus sexuels à l'égard des mineurs, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 382bis — Sans préjudice de l'application de l'article 382, toute condamnation pour des faits visés aux articles 372 à 377, 379 à 380ter, 381 et 383 à 387, accomplis sur un mineur ou impliquant sa participation, peut comporter, pour une durée d'un an à vingt ans, l'interdiction du droit :

1° de participer, à quelque titre que ce soit, à un enseignement donné dans un établissement public ou privé qui accueille des mineurs;

2° de faire partie, comme membre bénévole, membre du personnel statutaire ou contractuel, ou comme membre des organes d'administration et de gestion, de toute personne morale ou association de fait dont l'activité concerne à titre principal les mineurs;

3° d'être affecté à une activité qui place le condamné en relation de confiance ou d'autorité vis-à-vis de mineurs, comme membre bénévole, membre du personnel statutaire ou contractuel ou comme membre des organes d'administration et de gestion, de toute personne morale ou association de fait.

L'article 389 est applicable à la présente disposition. ».

**Art. 21.** A l'article 383bis du même Code, inséré par la loi du 13 avril 1995, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1<sup>er</sup> est remplacé par la disposition suivante :

« § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice de l'application des articles 379 et 380, quiconque aura exposé, vendu, loué, distribué, diffusé ou remis des emblèmes, objets, films, photos, diapositives ou autres supports visuels qui représentent des positions ou des actes sexuels à caractère pornographique, impliquant ou présentant des mineurs ou les aura, en vue du commerce ou de la distribution, fabriqués ou détenus, importés ou fait importer, remis à un agent de transport ou de distribution, sera puni de la réclusion de cinq ans à dix ans et d'une amende de cinq cents francs à dix mille francs. »;

2° au § 3, les mots « des travaux forcés » sont remplacés par les mots « de la réclusion »;

3° au § 5, les mots « L'article 382 est applicable » sont remplacés par les mots « Les articles 382 et 389 sont applicables ».

**Art. 22.** Dans l'article 384 du même Code, modifié par la loi du 14 juin 1926, les mots « Dans le cas prévu par l'article précédent » sont remplacés par les mots « Dans les cas visés à l'article 383 ».

**Art. 23.** Dans l'article 385 du même Code, modifié par la loi du 15 mai 1912, sont apportées les modifications suivantes :

1° le mot « enfant » est remplacé par le mot « mineur »;

2° dans le texte néerlandais, le mot « tegenwoordigheid » est remplacé par le mot « aanwezigheid ».

**Art. 24.** A l'article 386bis du même Code, remplacé par la loi du 28 juillet 1962, qui devient l'article 387, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « de moins de dix-huit ans accomplis » sont supprimés;

De dagvaarding voor de rechtbank wordt in het hypotheekkantoor van het gebied waar de goederen gelegen zijn, overgeschreven ten verzoeken van de deurwaarder die het exploit heeft opgemaakt.

De dagvaarding vermeldt de kadastrale omschrijving van het betrokken onroerende goed en identificeert de eigenaar ervan in de vorm en volgens de sanctie bepaald in artikel 12 van de wet van 10 oktober 1913 houdende wijzigingen in de hypotheekwet en in de wet op de gedwongen onteigeningen en regelende de herinrichting van de bewaring der hypotheeken.

Iedere in de zaak gewezen beslissing wordt in de kant van de overgeschreven dagvaarding vermeld op de wijze bepaald in artikel 84 van de hypotheekwet. De griffier doet de uittreksels en de verklaring dat er geen rechtsmiddelen aangewend zijn aan de hypotheekbewaarder toekomen.

§ 4. Artikel 389 is van toepassing op deze bepaling. ».

**Art. 19.** Artikel 382bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 13 april 1995 houdende bepalingen tot bestrijding van de mensenhandel en van de kinderpornografie, wordt artikel 382ter van dat Wetboek.

**Art. 20.** Artikel 382bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 13 april 1995 betreffende seksueel misbruik ten aanzien van minderjarigen, wordt vervangen als volgt :

« Art. 382bis.— Onverminderd de toepassing van artikel 382 kan elke veroordeling wegens feiten bedoeld in de artikelen 372 tot 377, 379 tot 380ter, 381 en 383 tot 387, gepleegd op de persoon van een minderjarige of met zijn deelneming, de ontzetting meebrengen van het recht om, voor een termijn van een jaar tot twintig jaar :

1° in welke hoedanigheid ook deel te nemen aan onderwijs in een openbare of particuliere instelling die minderjarigen opvangt;

2° deel uit te maken, als vrijwilliger, als lid van het statutair of contractueel personeel of als lid van de organen van bestuur en beheer, van elke rechtspersoon of feitelijke vereniging waarvan de activiteit in hoofdzaak op minderjarigen gericht is;

3° een activiteit toegewezen te krijgen die de veroordeelde in een vertrouwens- of een gezagsrelatie tegenover minderjarigen plaatst, als vrijwilliger, als lid van het statutair of contractueel personeel of als lid van de organen van bestuur en beheer, van elke rechtspersoon of feitelijke vereniging.

Artikel 389 is van toepassing op deze bepaling. ».

**Art. 21.** In artikel 383bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 13 april 1995, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. Onverminderd de toepassing van de artikelen 379 en 380 wordt hij die zinnebeelden, voorwerpen, films, foto's, dia's of andere beeld dragers die houdingen of seksuele handelingen met pornografisch karakter voorstellen waarbij minderjarigen betrokken zijn of worden voorgesteld, tentoonstelt, verkoopt, verhuurt, verspreidt, uitzendt of overhandigt, ze met het oog op de handel of de verspreiding vervaardigt of in voorraad heeft, invoert of doet invoeren, aan een vervoer- of een distributieagent overhandigt, gestraft met opsluiting van vijf jaar tot tien jaar en met geldboete van vijfhonderd frank tot tienduizend frank. »;

2° in § 3 wordt het woord « dwangarbeid » vervangen door het woord « opsluiting »;

3° in § 5 worden de woorden « Artikel 382 is van toepassing » vervangen door de woorden « De artikelen 382 en 389 zijn van toepassing ».

**Art. 22.** In artikel 384 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 14 juni 1926, worden de woorden « In het geval van het vorige artikel » vervangen door de woorden « In de gevallen bedoeld in artikel 383 ».

**Art. 23.** In artikel 385 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 15 mei 1912, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het woord « kind » wordt vervangen door het woord « minderjarige »;

2° het woord « tegenwoordigheid » wordt vervangen door het woord « aanwezigheid ».

**Art. 24.** In artikel 386bis van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 28 juli 1962, dat artikel 387 wordt, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « beneden achttien jaar » geschrapt;

2° l'alinéa 2 est supprimé.

**Art. 25.** L'article 386ter du même Code, inséré par la loi du 28 juillet 1962, qui devient l'article 388, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 388. — Dans les cas prévus au présent chapitre, les coupables pourront de plus être condamnés à l'interdiction des droits énoncés à l'article 31.

En cas de condamnation par application des articles 386, alinéa 1<sup>er</sup>, ou 387 et si l'infraction a été commise dans l'exploitation d'un commerce de librairie, de bouquinerie ou de produits photographiques ou de matériel nécessaire à la réalisation de tout type de support visuel, ou d'une entreprise de spectacles, la fermeture de l'établissement pourra être ordonnée pour une durée d'un mois à trois mois.

En cas de deuxième condamnation du chef de l'un des faits visés à l'alinéa 2, commis dans le délai de trois ans à compter de la première condamnation, la fermeture pourra être ordonnée pour une durée de trois mois à six mois.

En cas de troisième condamnation du chef des mêmes faits, commis dans le délai de cinq ans à dater de la deuxième condamnation, la fermeture définitive pourra être ordonnée. Dans ce dernier cas, les cours et tribunaux pourront en outre interdire aux condamnés d'exploiter, soit par eux-mêmes, soit par personne interposée, une librairie, une bouquinerie, un commerce de produits photographiques ou de matériel nécessaire à la réalisation de tout type de support visuel, une entreprise de spectacles ou un ou plusieurs de ces commerces ou entreprises ou d'y être employés à quelque titre que ce soit.

Lorsque le condamné n'est ni propriétaire, ni exploitant, ni locataire, ni gérant de l'établissement, la fermeture ne peut être ordonnée que si la gravité des circonstances concrètes l'exige. Dans ce cas, l'article 382, § 3, alinéas 2 à 5, est applicable.

L'article 389 est applicable à la présente disposition. ».

**Art. 26.** L'article 389 du même Code, abrogé par la loi du 28 octobre 1974, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 389. — § 1<sup>er</sup>. La durée de l'interdiction prononcée en application des articles 378, 382, § 1<sup>er</sup>, 382bis et 388, alinéa 1<sup>er</sup>, courra du jour de la condamnation avec sursis ou du jour où le condamné aura subi ou prescrit sa peine d'emprisonnement non assortie du sursis et, en cas de libération anticipée, à partir du jour de sa mise en liberté pour autant que celle-ci ne soit pas révoquée.

Toutefois, l'interdiction prononcée en application de l'article 382, § 2, produira ses effets à compter du jour où la condamnation contradictoire ou par défaut sera devenue irrévocable.

§ 2. Toute infraction à la disposition du jugement ou de l'arrêt qui prononce une interdiction en application des articles visés au § 1<sup>er</sup> sera punie d'un emprisonnement d'un mois à six mois et d'une amende de cent francs à mille francs ou d'une de ces peines seulement.

§ 3. La fermeture prononcée en application des articles 382, § 3, et 388 produira ses effets à compter du jour où la condamnation contradictoire ou par défaut sera devenue irrévocable.

§ 4. Toute infraction à la disposition du jugement ou de l'arrêt qui ordonne la fermeture d'un établissement en application des articles visés au § 3 sera punie d'un emprisonnement de trois mois à trois ans et d'une amende de mille francs à cinq mille francs ou d'une de ces peines seulement. ».

**Art. 27.** L'intitulé du chapitre VIII du titre VII, du livre II, du même Code, comprenant l'article 391, est remplacé par l'intitulé suivant :

« Chapitre VIII — De la bigamie ».

**Art. 28.** Les articles 405bis et 405ter, rédigés comme suit, sont insérés dans le même code :

« Art. 405bis. — Dans les cas visés ci-après, si le crime ou le délit a été commis envers un mineur ou envers une personne qui, en raison de son état physique ou mental, n'était pas à même de pourvoir à son entretien, les peines seront les suivantes :

1° dans les cas visés à l'article 398, alinéa 1<sup>er</sup>, les peines seront un emprisonnement d'un mois à un an et une amende de vingt-six francs à cent francs;

2° dans les cas visés à l'article 398, alinéa 2, les peines seront un emprisonnement de deux mois à deux ans et une amende de cinquante francs à deux cents francs;

2° het tweede lid wordt geschrapt.

**Art. 25.** Artikel 386ter van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 28 juli 1962, dat artikel 388 wordt, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 388. — In de gevallen bepaald in dit hoofdstuk kunnen de schuldigen bovendien worden veroordeeld tot ontzetting van de rechten genoemd in artikel 31.

In geval van veroordeling op grond van artikel 386, eerste lid, of artikel 387 en indien het misdrijf gepleegd is bij het exploiteren van een boekhandel, een antiquariaat, een handel in fotoartikelen of in materiaal vereist voor de totstandkoming van iedere soort van visuele drager of een onderneming van vertoningen, kan de sluiting van de inrichting worden bevolen voor een maand tot drie maanden.

In geval van een tweede veroordeling wegens een van de in het tweede lid bedoelde feiten, gepleegd binnen een termijn van drie jaar na de eerste veroordeling, kan de sluiting worden bevolen voor drie maanden tot zes maanden.

In geval van een derde veroordeling wegens dezelfde feiten, gepleegd binnen een termijn van vijf jaar na de tweede veroordeling, kan de definitieve sluiting worden bevolen. In dit laatste geval kunnen de hoven en rechtbanken bovendien tegen de veroordeelden het verbod uitspreken om een boekhandel, een antiquariaat, een handel in fotoartikelen of in materiaal vereist voor de totstandkoming van iedere soort van visuele drager, een onderneming van vertoningen of een of meer handelszaken of ondernemingen als hier bedoeld, hetzij persoonlijk, hetzij door bemiddeling van een tussenpersoon, te exploiteren of er, in welke hoedanigheid ook, werkzaam te zijn.

Wanneer de veroordeelde eigenaar, uitbater, huurder noch zaakvoerder is van de inrichting, kan de sluiting enkel worden bevolen indien de ernst van de concrete omstandigheden dit vereist. In dit geval is artikel 382, § 3, tweede tot vijfde lid, van toepassing.

Artikel 389 is van toepassing op deze bepaling. ».

**Art. 26.** Artikel 389 van hetzelfde Wetboek, opgeheven bij de wet van 28 oktober 1974, wordt opnieuw opgenomen in de volgende lezing :

« Art. 389. — § 1. De tijd van de ontzetting uitgesproken met toepassing van de artikelen 378, 382, § 1, 382bis en 388, eerste lid, gaat in op de dag van de veroordeling met uitstel of op de dag dat de veroordeelde zijn gevangenisstraf heeft ondergaan of dat zijn straf verjaard is ingeval hiervoor geen uitstel is verleend en, in geval van vervroegde invrijheidstelling, op de dag van zijn invrijheidstelling voorzover deze niet herroepen wordt.

Niettemin heeft het op grond van artikel 382, § 2, uitgesproken verbod zijn gevolgen met ingang van de dag waarop de op tegenspraak of bij verstek gewezen veroordeling onherroepelijk is geworden.

§ 2. Elke inbreuk op de beschikking van het vonnis of arrest dat een verbod of ontzetting uitspreekt met toepassing van de artikelen bedoeld in § 1, wordt gestraft met gevangenisstraf van een maand tot zes maanden en met geldboete van honderd frank tot duizend frank of met een van die straffen alleen.

§ 3. De sluiting uitgesproken overeenkomstig de artikelen 382, § 3, en 388 heeft haar gevolgen met ingang van de dag waarop de op tegenspraak of bij verstek gewezen veroordeling onherroepelijk is geworden.

§ 4. Elke inbreuk op de beschikking van het vonnis of arrest dat de sluiting van een inrichting beveelt met toepassing van de artikelen bedoeld in § 3, wordt gestraft met gevangenisstraf van drie maanden tot drie jaar en met geldboete van duizend frank tot vijfduizend frank of met een van die straffen alleen. ».

**Art. 27.** Het opschrift van boek II, titel VII, hoofdstuk VIII, van hetzelfde Wetboek, dat artikel 391 bevat, wordt vervangen als volgt :

« Hoofdstuk VIII. — Dubbel huwelijk ».

**Art. 28.** In hetzelfde Wetboek worden de artikelen 405bis en 405ter ingevoegd, luidende :

« Art. 405bis. — In de hierna bedoelde gevallen, indien de misdaad of het wanbedrijf is gepleegd op een minderjarige of op een persoon die uit hoofde van zijn lichaams- of geestestoestand niet bij machte is om in zijn onderhoud te voorzien, zijn de straffen de volgende :

1° in de gevallen bedoeld in artikel 398, eerste lid, zijn de straffen gevangenisstraf van een maand tot een jaar en geldboete van zesentwintig frank tot honderd frank;

2° in de gevallen bedoeld in artikel 398, tweede lid, zijn de straffen gevangenisstraf van twee maanden tot twee jaar en geldboete van vijftig frank tot tweehonderd frank;

3° dans les cas visés à l'article 399, alinéa 1<sup>er</sup>, les peines seront un emprisonnement de quatre mois à quatre ans et une amende de cinquante francs à deux cents francs;

4° dans les cas visés à l'article 399, alinéa 2, les peines seront un emprisonnement d'un an à cinq ans et une amende de cent francs à cinq cents francs;

5° dans les cas visés à l'article 400, alinéa 1<sup>er</sup>, la peine sera la réclusion de cinq ans à dix ans;

6° dans les cas visés à l'article 400, alinéa 2, la peine sera la réclusion de dix ans à quinze ans;

7° dans les cas visés à l'article 401, alinéa 1<sup>er</sup>, la peine sera la réclusion de dix ans à quinze ans;

8° dans les cas visés à l'article 401, alinéa 2, la peine sera la réclusion de quinze ans à vingt ans;

9° dans les cas visés à l'article 402, la peine sera la réclusion de cinq ans à dix ans;

10° dans les cas visés à l'article 403, la peine sera la réclusion de dix ans à quinze ans;

11° dans les cas visés à l'article 404, la peine sera la réclusion de dix-sept ans à vingt ans.

*Art. 405ter. — Dans les cas prévus aux articles 398 à 405bis, si le crime ou le délit a été commis envers un mineur ou envers une personne qui, en raison de son état physique ou mental, n'était pas à même de pourvoir à son entretien, par ses père, mère ou autres ascendants, toute autre personne ayant autorité sur le mineur ou l'incapable ou en ayant la garde, ou toute personne qui cohabite occasionnellement ou habituellement avec la victime, le minimum des peines portées par ces articles sera doublé s'il s'agit d'un emprisonnement, et augmenté de deux ans s'il s'agit de la réclusion. »*

**Art. 29.** L'article 409 du même Code, abrogé par la loi du 9 avril 1930, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 409. — § 1<sup>er</sup>. Quiconque aura pratiqué, facilité ou favorisé toute forme de mutilation des organes génitaux d'une personne de sexe féminin, avec ou sans consentement de cette dernière, sera puni d'un emprisonnement de trois ans à cinq ans.

La tentative sera punie d'un emprisonnement de huit jours à un an.

§ 2. Si la mutilation est pratiquée sur une personne mineure ou dans un but de lucre, la peine sera la réclusion de cinq ans à sept ans.

§ 3. Lorsque la mutilation a causé une maladie paraissant incurable ou une incapacité permanente de travail personnel, la peine sera la réclusion de cinq ans à dix ans.

§ 4. Lorsque la mutilation faite sans intention de donner la mort l'aura pourtant causée, la peine sera la réclusion de dix ans à quinze ans.

§ 5. Si la mutilation visée au § 1<sup>er</sup> a été pratiquée sur un mineur ou une personne qui, en raison de son état physique ou mental, n'était pas à même de pourvoir à son entretien, par ses père, mère ou autres ascendants, toute autre personne ayant autorité sur le mineur ou l'incapable ou en ayant la garde, ou toute personne qui cohabite occasionnellement ou habituellement avec la victime, le minimum des peines portées aux §§ 1<sup>er</sup> à 4 sera doublé s'il s'agit d'un emprisonnement, et augmenté de deux ans s'il s'agit de réclusion. »

**Art. 30.** A l'article 410 du même Code, modifié par les lois du 15 mai 1912, du 31 mars 1987 et du 24 novembre 1997, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par la disposition suivante :

« Dans les cas mentionnés aux articles 398 à 405, si le coupable a commis le crime ou le délit envers ses père et mère ou autres ascendants, le minimum de la peine portée par ces articles sera doublé s'il s'agit d'un emprisonnement, et augmenté de deux ans s'il s'agit de la réclusion. »;

2° l'alinéa 2 est supprimé;

3° à l'alinéa 3, qui devient l'alinéa 2, le mot « également » est supprimé.

3° in de gevallen bedoeld in artikel 399, eerste lid, zijn de straffen gevangenisstraf van vier maanden tot vier jaar en geldboete van vijftig frank tot tweehonderd frank;

4° in de gevallen bedoeld in artikel 399, tweede lid, zijn de straffen gevangenisstraf van een jaar tot vijf jaar en geldboete van honderd frank tot vijfhonderd frank;

5° in de gevallen bedoeld in artikel 400, eerste lid, is de straf opsluiting van vijf jaar tot tien jaar;

6° in de gevallen bedoeld in artikel 400, tweede lid, is de straf opsluiting van tien jaar tot vijftien jaar;

7° in de gevallen bedoeld in artikel 401, eerste lid, is de straf opsluiting van tien jaar tot vijftien jaar;

8° in de gevallen bedoeld in artikel 401, tweede lid, is de straf opsluiting van vijftien jaar tot twintig jaar;

9° in de gevallen bedoeld in artikel 402 is de straf opsluiting van vijf jaar tot tien jaar;

10° in de gevallen bedoeld in artikel 403 is de straf opsluiting van tien jaar tot vijftien jaar.

11° in de gevallen bedoeld in artikel 404 is de straf opsluiting van zeventien jaar tot twintig jaar.

*Art. 405ter. — In de gevallen bepaald in de artikelen 398 tot 405bis, indien de misdaad of het wanbedrijf is gepleegd op een minderjarige of op een persoon die, uit hoofde van zijn lichaams- of geestestoestand niet bij machte is om in zijn onderhoud te voorzien, door zijn vader, moeder of andere bloedverwanten in de opgaande lijn, of door enige andere persoon die gezag heeft over de minderjarige of de onbekwame, of door een persoon die hen onder zijn bewaring heeft, of door een persoon die occasioneel of gewoonlijk samenwoont met het slachtoffer, wordt het minimum van de bij die artikelen bepaalde straffen verdubbeld in geval van gevangenisstraf en met twee jaar verhoogd in geval van opsluiting. »*

**Art. 29.** Artikel 409 van hetzelfde Wetboek, opgeheven bij de wet van 9 april 1930, wordt opnieuw opgenomen in de volgende lezing :

« Art. 409. — § 1. Hij die eender welke vorm van verminking van de genitaliën van een persoon van het vrouwelijk geslacht uitvoert, vergemakkelijkt of bevordert, met of zonder haar toestemming, wordt gestraft met gevangenisstraf van drie jaar tot vijf jaar.

De poging wordt gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot een jaar.

§ 2. Indien de verminking uitgevoerd wordt op een minderjarige of met een winst oogmerk, is de straf opsluiting van vijf jaar tot zeven jaar.

§ 3. Indien de verminking een ongeneeslijk lijkende ziekte of een blijvende arbeidsongeschiktheid heeft veroorzaakt, is de straf opsluiting van vijf jaar tot tien jaar.

§ 4. Wanneer de verminking zonder het oogmerk om te doden, toch de dood ten gevolge heeft, is de straf opsluiting van tien jaar tot vijftien jaar.

§ 5. Is de in § 1 bedoelde verminking op een minderjarige of een persoon die uit hoofde van zijn lichaams- of geestestoestand niet bij machte is om in zijn onderhoud te voorzien, uitgevoerd door zijn vader, moeder of andere bloedverwanten in de opgaande lijn, of door enige andere persoon die gezag heeft over de minderjarige of de onbekwame, of door een persoon die hen onder zijn bewaring heeft, of door een persoon die occasioneel of gewoonlijk samenwoont met het slachtoffer, dan wordt het minimum van de bij de §§ 1 tot 4 bepaalde straffen verdubbeld in geval van gevangenisstraf en met twee jaar verhoogd in geval van opsluiting. »

**Art. 30.** In artikel 410 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 15 mei 1912, 31 maart 1987 en 24 november 1997, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt :

« Indien de schuldige, in de gevallen omschreven in de artikelen 398 tot 405, de misdaad of het wanbedrijf pleegt tegen zijn vader, moeder of andere bloedverwanten in de opgaande lijn, wordt de minimumstraf bedoeld in die artikelen verdubbeld in geval van gevangenisstraf en met twee jaar verhoogd in geval van opsluiting. »;

2° het tweede lid wordt geschrapt;

3° in het derde lid, dat het tweede lid wordt, wordt het woord « ook » geschrapt.



**Art. 31.** Le chapitre III du titre VIII du livre II du même Code, comprenant les articles 423 à 433, est remplacé par un chapitre III contenant les articles 423 à 432, rédigés comme suit :

« Chapitre III. — Des atteintes aux mineurs, aux incapables et à la famille.

Section I. — Du délaissement et de l'abandon d'enfants ou d'incapables dans le besoin

Art. 423. — § 1<sup>er</sup>. Seront punis d'un emprisonnement de un mois à trois ans et d'une amende de vingt-six francs à trois cents francs, ou d'une de ces peines seulement, ceux qui auront délaissé ou fait délaissé, dans un lieu quelconque, un mineur ou une personne hors d'état de se protéger elle-même en raison de son état physique ou mental.

§ 2. Si par suite du délaissement, la personne visée au § 1<sup>er</sup> est demeurée gravement mutilée, souffre d'une maladie paraissant incurable ou a perdu l'usage absolu d'un organe, les coupables seront punis d'un emprisonnement de six mois à cinq ans et d'une amende de cinquante francs à trois cents francs, ou d'une de ces peines seulement.

§ 3. Si le délaissement a causé la mort de la personne visée au § 1<sup>er</sup>, les coupables seront punis de la réclusion de cinq ans à dix ans.

Art. 424. Seront punis d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de cinquante francs à cinq cents francs, ou d'une de ces peines seulement, sans préjudice, s'il y a lieu, de l'application de dispositions pénales plus sévères :

Les père ou mère ou les adoptants qui abandonnent leur enfant dans le besoin, encore qu'il n'ait pas été laissé seul, qui refusent de le reprendre ou qui refusent de payer son entretien lorsqu'ils l'ont confié à un tiers ou qu'il a été confié à un tiers par décision judiciaire.

En cas de seconde condamnation pour une des infractions prévues au présent article, commise dans un délai de cinq ans à compter de la première, les peines pourront être doublées.

Section II. — Des privations d'aliments ou de soins infligées à des mineurs ou des incapables

Art. 425. — § 1<sup>er</sup>. Sera puni d'un emprisonnement de un mois à trois ans et d'une amende de vingt-six francs à trois cents francs, ou d'une de ces peines seulement, quiconque aura volontairement privé d'aliments ou de soins, au point de compromettre sa santé, un mineur ou une personne qui, en raison de son état physique ou mental, n'était pas à même de pourvoir à son entretien.

§ 2. Si les privations d'aliments ou de soins ont causé soit une maladie paraissant incurable, soit la perte complète de l'usage d'un organe, soit une mutilation grave, le coupable sera puni de la réclusion de cinq ans à dix ans.

§ 3. Si les privations d'aliments ou de soins faites volontairement, sans intention de donner la mort, l'ont pourtant causée, le coupable sera puni de la réclusion de dix ans à quinze ans.

Art. 426. — § 1<sup>er</sup>. Sera puni d'un emprisonnement de huit jours à deux mois et d'une amende de cinquante francs à cinq cents francs ou d'une de ces peines seulement, sans préjudice, s'il y a lieu, de l'application de dispositions pénales plus sévères, quiconque ayant la garde d'un mineur ou d'une personne hors d'état de pourvoir à son entretien en raison de son état physique ou mental, aura négligé l'entretien de ce mineur ou de cette personne au point de compromettre sa santé.

§ 2. Si les négligences ont entraîné la mort du mineur ou de la personne hors d'état de pourvoir à son entretien en raison de son état physique ou mental, le coupable sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de cinquante francs à mille francs.

Section III. — Disposition commune aux sections I<sup>er</sup> et II

Art. 427. — Dans les cas prévus aux articles 423, 425 et 426, si le coupable a commis les faits envers ses père, mère, adoptants ou autres ascendants, le minimum de la peine portée par ces articles sera doublé s'il s'agit d'un emprisonnement, et augmenté de deux ans s'il s'agit de la réclusion.

Il en sera de même lorsque le coupable est le père, la mère ou l'adoptant de la victime, ou toute autre personne ayant autorité sur elle ou ayant sa garde.

**Art. 31.** Boek II, titel VIII, hoofdstuk III, van hetzelfde Wetboek, dat de artikelen 423 tot 433 bevat, wordt vervangen door een hoofdstuk III dat de artikelen 423 tot 432 bevat en als opschrift heeft :

« Hoofdstuk III. — Aantasting van de persoon van minderjarigen, van onbekwamen en van het gezin.

Afdeling 1. — Verlaten of in behoeftige toestand achterlaten van kinderen of onbekwamen

Art. 423. — § 1. Zij die een minderjarige of een persoon die uit hoofde van zijn lichaams- of geestestoestand niet in staat is om zichzelf te beschermen, op om het even welke plaats verlaten of doen verlaten, worden gestraft met gevangenisstraf van een maand tot drie jaar en met geldboete van zesentwintig frank tot driehonderd frank.

§ 2. Indien de verlating een ernstige vermindering van de in § 1 bedoelde persoon of een ongeneeslijk lijkende ziekte of het volledig verlies van het gebruik van een orgaan ten gevolge heeft, worden de schuldigen gestraft met gevangenisstraf van zes maanden tot vijf jaar en met geldboete van vijftig frank tot driehonderd frank of met een van die straffen alleen.

§ 3. Indien de verlating de dood van de in § 1 bedoelde persoon ten gevolge heeft, worden de schuldigen gestraft met opsluiting van vijf jaar tot tien jaar.

Art. 424. — Met gevangenisstraf van acht dagen tot zes maanden en met geldboete van vijftig frank tot zeshonderd frank of met een van die straffen alleen, onverminderd, indien daartoe grond bestaat, de toepassing van strengere strafbepalingen, worden gestraft :

De vader of moeder of de adoptanten die hun kind in behoeftige toestand achterlaten, ook al wordt het niet alleen gelaten, die weigeren het weer bij zich te nemen en weigeren zijn onderhoud te betalen als zij het aan een derde hebben toevertrouwd of als het bij rechterlijke beslissing aan een derde is toevertrouwd.

In geval van een tweede veroordeling wegens een van de in dit artikel omschreven misdrijven, gepleegd binnen een termijn van vijf jaar, te rekenen van de eerste, kunnen de straffen worden verdubbeld.

Afdeling II. — Onthouden van voedsel of verzorging aan minderjarigen en aan onbekwamen

Art. 425. — § 1. Zij die een minderjarige of een persoon die uit hoofde van zijn lichaams- of geestestoestand niet in staat is om in zijn onderhoud te voorzien, opzettelijk voedsel of verzorging onthouden, in dusdanige mate dat zijn gezondheid in het gedrang wordt gebracht, worden gestraft met gevangenisstraf van een maand tot drie jaar en met geldboete van zesentwintig frank tot driehonderd frank of met een van die straffen alleen.

§ 2. Indien het onthouden van voedsel of verzorging een ongeneeslijk lijkende ziekte, het volledige verlies van het gebruik van een orgaan of ernstige vermindering ten gevolge heeft, wordt de schuldige gestraft met opsluiting van vijf jaar tot tien jaar.

§ 3. Indien het opzettelijk onthouden van voedsel of verzorging, zonder het oogmerk om te doden, toch de dood ten gevolge heeft, wordt de schuldige gestraft met opsluiting van tien jaar tot vijftien jaar.

Art. 426. — § 1. Met gevangenisstraf van acht dagen tot twee maanden en met geldboete van vijftig frank tot vijfhonderd frank of met een van die straffen alleen, onverminderd, indien daartoe grond bestaat, de toepassing van strengere strafbepalingen, worden gestraft zij die de bewaring hebben van een minderjarige of van een persoon die uit hoofde van zijn lichaams- of geestestoestand niet in staat is om in zijn onderhoud te voorzien, het onderhoud van het kind of van de persoon in dusdanige mate nagelaten hebben dat zijn gezondheid in het gedrang wordt gebracht.

§ 2. Indien de nalatigheid de dood veroorzaakt van de minderjarige of van de persoon die uit hoofde van zijn lichaams- of geestestoestand niet in staat is in zijn onderhoud te voorzien, wordt de schuldige gestraft met gevangenisstraf van drie maanden tot twee jaar en met geldboete van vijftig frank tot duizend frank.

Afdeling III. — Bepaling aan de afdelingen I en II gemeen

Art. 427. — In de gevallen omschreven in de artikelen 423, 425 en 426, wordt de minimumstraf gesteld in die artikelen verdubbeld in geval van gevangenisstraf en met twee jaar verhoogd in geval van opsluiting indien de schuldige de daden tegen zijn vader, moeder, adoptanten of andere bloedverwanten in de opgaande lijn heeft gepleegd.

Hetzelfde geldt indien de schuldige, de vader, de moeder of de adoptant is van het slachtoffer dan wel elke andere persoon die gezag over het slachtoffer heeft of de bewaring ervan heeft.

## Section IV. — De l'enlèvement et du recel de mineurs

Art. 428. — § 1<sup>er</sup>. Quiconque aura enlevé ou fait enlever un mineur de moins de douze ans sera puni de la réclusion de cinq ans à dix ans, quand bien même le mineur aurait suivi volontairement son ravisseur.

§ 2. Quiconque aura, par violence, ruse ou menace, enlevé ou fait enlever un mineur de plus de douze ans sera puni de la réclusion de cinq ans à dix ans.

§ 3. Si le mineur enlevé a été soumis à des tortures corporelles, la peine sera la réclusion de dix ans à quinze ans.

§ 4. La peine sera la réclusion de quinze ans à vingt ans si l'enlèvement ou la détention du mineur enlevé a causé, soit une maladie paraissant incurable, soit une incapacité permanente physique ou psychique, soit la perte complète de l'usage d'un organe, soit une mutilation grave.

§ 5. Si l'enlèvement ou la détention ont causé la mort, la peine sera la réclusion de vingt ans à trente ans.

Art. 429. — Sera puni des mêmes peines que l'auteur de l'enlèvement, quiconque gardera un mineur qu'il sait avoir été enlevé.

Art. 430. — Dans les cas visés par les articles 428 et 429, à l'exception des cas visés à l'article 428, §§ 3 à 5, la peine sera d'un emprisonnement de deux ans à cinq ans et d'une amende de deux cents francs à cinq cents francs, si dans les cinq jours de l'enlèvement, le ravisseur ou la personne visée à l'article 429 a restitué volontairement le mineur enlevé.

## Section V. — De la non-représentation d'enfants

Art. 431. — Seront punis d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de vingt-six francs à cent francs ou d'une de ces peines seulement, ceux qui, étant chargés d'un mineur de moins de douze ans, ne le représenteront point aux personnes qui ont le droit de le réclamer.

Si le coupable cache ce mineur pendant plus de cinq jours à ceux qui ont le droit de le réclamer ou s'il retient indûment ce mineur hors du territoire du Royaume, il sera puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de vingt-six francs à deux cents francs ou d'une de ces peines seulement.

Art. 432. — § 1<sup>er</sup>. Seront punis d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de vingt-six francs à mille francs, ou d'une de ces peines seulement :

le père ou la mère qui soustraira ou tentera de soustraire son enfant mineur à la procédure intentée contre lui en vertu de la législation relative à la protection de la jeunesse ou à l'aide à la jeunesse, qui le soustraira ou tentera de le soustraire à la garde des personnes à qui l'autorité compétente l'a confié, qui ne le représentera pas à ceux qui ont le droit de le réclamer, l'enlèvera ou le fera enlever, même de son consentement.

Si le coupable a été déchu de l'autorité parentale en tout ou en partie, l'emprisonnement pourra être élevé jusqu'à trois ans.

§ 2. Si le coupable cache l'enfant mineur pendant plus de cinq jours à ceux qui ont le droit de le réclamer ou s'il retient indûment l'enfant mineur hors du territoire du Royaume, il sera puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de cinquante francs à mille francs, ou d'une de ces peines seulement.

Si le coupable a été déchu de l'autorité parentale en tout ou en partie, l'emprisonnement sera de trois ans au moins.

§ 3. Dans les cas où il aura été statué sur la garde de l'enfant mineur soit au cours, soit à la suite d'une instance en divorce ou en séparation de corps, soit dans d'autres circonstances prévues par la loi, les peines prévues aux §§ 1<sup>er</sup> et 2 seront appliquées au père ou à la mère qui soustraira ou tentera de soustraire son enfant mineur à la garde de ceux à qui il aura été confié en vertu de la décision, qui ne le représenteront pas à ceux qui ont le droit de le réclamer, l'enlèvera ou le fera enlever, même de son consentement.

§ 4. Lorsque la garde de l'enfant mineur aura fait l'objet d'un règlement transactionnel préalable à une procédure par consentement mutuel, les peines prévues aux §§ 1<sup>er</sup> et 2 seront appliquées au père ou à la mère qui, à dater de la transcription du divorce par consentement mutuel, soustraira ou tentera de soustraire son enfant mineur à la garde de ceux à qui il aura été confié en vertu de la décision ou du règlement transactionnel, qui ne le représentera pas à ceux qui ont le droit de le réclamer, l'enlèvera ou le fera enlever, même de son consentement.

## Afdeling IV. — Ontvoering en verberging van minderjarigen

Art. 428. — § 1. Met opsluiting van vijf jaar tot tien jaar wordt gestraft hij die een minderjarige die de leeftijd van twaalf jaar niet heeft bereikt, ontvoert of doet ontvoeren, zelfs als de minderjarige zijn ontvoerder vrijwillig is gevolgd.

§ 2. Met opsluiting van vijf jaar tot tien jaar wordt gestraft hij die een minderjarige die de leeftijd van twaalf jaar heeft bereikt, ontvoert of doet ontvoeren door geweld, list of bedreiging.

§ 3. Indien de ontvoerde minderjarige wordt onderworpen aan lichamelijke folteringen, is de straf tien jaar tot vijftien jaar opsluiting.

§ 4. De straf is opsluiting van vijftien jaar tot twintig jaar indien de ontvoering of de gevangenhouding van de ontvoerde minderjarige, hetzij een ongeneeslijk lijkende ziekte, hetzij een blijvende fysieke of psychische ongeschiktheid, hetzij het volledig verlies van het gebruik van een orgaan, hetzij een zware verminking ten gevolge heeft.

§ 5. Indien de ontvoering of de gevangenhouding de dood ten gevolge heeft, is de straf opsluiting van twintig jaar tot dertig jaar.

Art. 429. — Met dezelfde straffen als de dader van de ontvoering wordt gestraft hij die een minderjarige van wie hij weet dat hij is ontvoerd, bij zich houdt.

Art. 430. — In de gevallen bedoeld in de artikelen 428 en 429, met uitzondering van de gevallen bedoeld in artikel 428, §§ 3 tot 5, is de straf gevangenisstraf van twee jaar tot vijf jaar en geldboete van tweehonderd frank tot vijfhonderd frank indien, binnen vijf dagen na de ontvoering, de ontvoerder of de persoon bedoeld in artikel 429 de minderjarige vrijwillig heeft teruggegeven.

## Afdeling V. — Niet-afgeven van kinderen

Art. 431. — Met gevangenisstraf van acht dagen tot een jaar en met geldboete van zesentwintig frank tot honderd frank of met een van die straffen alleen worden gestraft zij aan wie een minderjarige beneden de leeftijd van twaalf jaar is toevertrouwd en hem niet afgeven aan de personen die het recht hebben hem op te eisen.

Indien de schuldige deze minderjarige meer dan vijf dagen verborgen houdt voor degenen die het recht hebben hem op te eisen of deze minderjarige onrechtmatig buiten het grondgebied van het Koninkrijk vasthoudt, wordt hij gestraft met gevangenisstraf van een jaar tot vijf jaar en met geldboete van zesentwintig frank tot tweehonderd frank of met een van die straffen alleen.

Art. 432. — § 1. Met gevangenisstraf van acht dagen tot een jaar en met geldboete van zesentwintig frank tot duizend frank, of met een van deze straffen alleen worden gestraft :

de vader of moeder die het minderjarige kind onttrekt of poogt te onttrekken aan de rechtsvervolging, tegen dit kind ingesteld uit kracht van de wetgeving betreffende de jeugdbescherming of betreffende de jeugdbijstand, die het onttrekt of poogt te onttrekken aan de bewaring van de personen aan wie de bevoegde overheid het heeft toevertrouwd, die het niet afgeeft aan degenen die het recht hebben het op te eisen of die het, zelfs met zijn toestemming, ontvoert of doet ontvoeren.

Is de schuldige geheel of ten dele ontzet uit de ouderlijke macht, dan kan de gevangenisstraf tot drie jaar worden verhoogd.

§ 2. Indien de schuldige het minderjarige kind meer dan vijf dagen verborgen houdt voor degenen die het recht hebben het op te eisen of het minderjarige kind onrechtmatig buiten het grondgebied van het Koninkrijk vasthoudt, wordt hij gestraft met gevangenisstraf van een jaar tot vijf jaar en met geldboete van vijftig frank tot duizend frank, of met een van deze straffen alleen.

Is de schuldige geheel of ten dele ontzet uit de ouderlijke macht, dan is de gevangenisstraf minstens drie jaar.

§ 3. Wanneer over de bewaring van het minderjarige kind mocht zijn beslist, hetzij gedurende het verloop of ten gevolge van een geding tot echtscheiding of tot scheiding van tafel en bed, hetzij in andere bij de wet bepaalde omstandigheden, dan worden de straffen bepaald in de §§ 1 en 2 toegepast op de vader of de moeder die het minderjarige kind onttrekt of poogt te onttrekken aan de bewaring van hen aan wie het krachtens de beslissing is toevertrouwd, die het niet afgeeft aan degenen die het recht hebben het op te eisen of die het, zelfs met zijn toestemming, ontvoert of doet ontvoeren.

§ 4. Indien over de bewaring van het minderjarige kind een aan de rechtspleging door onderlinge toestemming voorafgaande minnelijke schikking is getroffen, worden de straffen bepaald in §§ 1 en 2 toegepast op de vader of de moeder die, vanaf de datum van de overschrijving van de echtscheiding door onderlinge toestemming, het minderjarige kind onttrekt of poogt te onttrekken aan de bewaring van hen aan wie het krachtens de beslissing of de minnelijke schikking is toevertrouwd, die het niet afgeeft aan hen die het recht hebben het op te eisen of die het, zelfs met zijn toestemming, ontvoert of doet ontvoeren.



**Art. 32.** L'article 433 du même Code pénal est abrogé.

**Art. 33.** Un article 458*bis*, libellé comme suit, est inséré dans le même Code :

« Art. 458*bis*. — Toute personne qui, par état ou par profession, est dépositaire de secrets et a de ce fait connaissance d'une infraction prévue aux articles 372 à 377, 392 à 394, 396 à 405*ter*, 409, 423, 425 et 426, qui a été commise sur un mineur, peut, sans réjudice des obligations que lui impose l'article 422*bis*, en informer le procureur du Roi, à condition qu'elle ait examiné la victime ou recueilli les confidences de celle-ci, qu'il existe un danger grave et imminent pour l'intégrité mentale ou physique de l'intéressé et qu'elle ne soit pas en mesure, elle-même ou avec l'aide de tiers, de protéger cette intégrité. ».

CHAPITRE III. — *Dispositions modifiant la loi du 17 avril 1878 contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale*

**Art. 34.** L'article 10*ter* de la loi du 17 avril 1878 contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale, inséré par la loi du 13 avril 1995, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 10*ter*. — Pourra être poursuivie en Belgique toute personne qui aura commis hors du territoire du Royaume :

1° une des infractions prévues aux articles 379, 380, 381 et 383*bis*, §§ 1<sup>er</sup> et 3, du Code pénal;

2° une des infractions prévues aux articles 372 à 377 et 409, du même Code si le fait a été commis sur la personne d'un mineur;

3° une des infractions prévues à l'article 77*bis*, §§ 2 et 3, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et par les articles 10 à 13 de la loi du 9 mars 1993 tendant à régler et à contrôler les activités des entreprises de courtage matrimonial. ».

**Art. 35.** A l'article 21*bis* de la même loi, inséré par la loi du 13 avril 1995, sont apportées les modifications suivantes :

1° Les mots « Dans les cas visés aux articles 372, 373, 375, 379, 380 et 380*bis* du Code pénal » sont remplacés par les mots « Dans les cas visés aux articles 372 à 377, 379, 380 et 409 du Code pénal »;

2° L'article est complété par un nouvel alinéa, rédigé comme suit :

« En cas de correctionnalisation d'un crime visé à l'alinéa précédent, le délai de prescription de l'action publique reste celui qui est prévu pour un crime. ».

CHAPITRE IV

*Dispositions modifiant le Code d'instruction criminelle*

**Art. 36.** A l'article 28*quinquies*, § 2, du Code d'instruction criminelle, inséré par la loi du 12 mars 1998, sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'alinéa premier, les mots « le procès-verbal de » sont remplacés par les mots « le texte de »;

2° Le paragraphe est complété par les alinéas suivants :

« Lorsqu'il s'agit d'un mineur et qu'il apparaît qu'il existe un risque pour celui-ci d'être dépossédé de la copie ou de ne pouvoir en préserver le caractère personnel, le procureur du Roi peut, par une décision motivée, lui en refuser la communication. Cette décision est déposée au dossier.

Dans ce cas, le mineur peut consulter une copie du texte de son audition, accompagné d'un avocat ou d'un assistant de justice du service d'accueil des victimes du parquet. Toutefois, en raison de circonstances graves et exceptionnelles, le procureur du Roi peut, par décision motivée, retarder le moment de cette consultation pendant un délai de trois mois maximum renouvelable une fois. Cette décision est déposée au dossier.

Dans le cas visé à l'alinéa 4 et sans préjudice de l'application de l'alinéa 3, le procureur du Roi peut décider de délivrer une copie gratuite du texte de l'audition du mineur à l'avocat de ce dernier. Cette décision est déposée au dossier. ».

**Art. 37.** A l'article 57, § 2, du même Code, rétabli par la loi du 12 mars 1998, sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'alinéa premier, les mots « le procès-verbal de » sont remplacés par les mots « le texte de »;

**Art. 32.** Artikel 433 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

**Art. 33.** In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 458*bis* ingevoegd, luidende :

« Art. 458*bis*. — Eenieder, die uit hoofde van zijn staat of beroep houder is van geheimen en die hierdoor kennis heeft van een misdrijf zoals omschreven in de artikelen 372 tot 377, 392 tot 394, 396 tot 405*ter*, 409, 423, 425 en 426, gepleegd op een minderjarige kan, onverminderd de verplichtingen hem opgelegd door artikel 422*bis*, het misdrijf ter kennis brengen van de procureur des Konings, op voorwaarde dat hij het slachtoffer heeft onderzocht of door het slachtoffer in vertrouwen werd genomen, er een ernstig en dreigend gevaar bestaat voor de psychische of fysieke integriteit van de betrokkene en hij deze integriteit zelf of met hulp van anderen niet kan beschermen. ».

HOOFDSTUK III. — *Bepalingen tot wijziging van de wet van 17 april 1878 houdende de voorafgaande titel van het Wetboek van strafvordering*

**Art. 34.** Artikel 10*ter* van de wet van 17 april 1878 houdende de voorafgaande titel van het Wetboek van strafvordering, ingevoegd bij de wet van 13 april 1995, wordt vervangen als volgt :

« Art. 10*ter*. — Eenieder kan in België vervolgd worden wanneer hij zich buiten het grondgebied van het Rijk schuldig maakt aan :

1° een van de misdrijven bepaald in de artikelen 379, 380, 381 en 383*bis*, §§ 1 en 3, van het Strafwetboek;

2° een van de misdrijven bepaald in de artikelen 372 tot 377 en 409, van hetzelfde Wetboek, indien het feit werd gepleegd op een minderjarige;

3° een van de misdrijven bepaald in artikel 77*bis*, §§ 2 en 3, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen en in de artikelen 10 tot 13 van de wet van 9 maart 1993 ertoe strekkende de exploitatie van huwelijksbureaus te regelen en te controleren. ».

**Art. 35.** In artikel 21*bis* van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 13 april 1995, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° De woorden « In de gevallen bedoeld in de artikelen 372, 373, 375, 379, 380 en 380*bis* van het Strafwetboek » worden vervangen door de woorden « In de gevallen bedoeld in de artikelen 372 tot 377, 379, 380 en 409 van het Strafwetboek »;

2° Het artikel wordt aangevuld met een nieuw lid, luidende :

« In geval van correctionalisering van een misdaad bedoeld in het vorige lid, blijft de verjaringstermijn van de strafvordering, die welke is bepaald voor een misdaad. ».

HOOFDSTUK IV

*Bepalingen tot wijziging van het Wetboek van strafvordering*

**Art. 36.** In artikel 28*quinquies*, § 2, van het Wetboek van strafvordering, ingevoegd bij de wet van 12 maart 1998, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid worden de woorden « het proces-verbaal van » vervangen door de woorden « de tekst van »;

2° De paragraaf wordt aangevuld met de volgende leden :

« Wanneer het een minderjarige betreft en wanneer blijkt dat deze het gevaar loopt dat de kopie hem wordt ontnomen of hij het persoonlijke karakter ervan niet kan bewaren, kan de procureur des Konings hem de mededeling ervan weigeren, bij een met redenen omklede beslissing. Deze beslissing wordt opgenomen in het dossier.

In dat geval kan de minderjarige, vergezeld door een advocaat of een justitieassistent van de dienst slachtofferonthaal van het parket, een kopie van de tekst van zijn verhoor raadplegen. Evenwel, in geval van ernstige en uitzonderlijke omstandigheden kan de procureur des Konings, bij een met redenen omklede beslissing, het tijdstip van deze raadpleging uitstellen voor een eenmaal hernieuwbare termijn van ten hoogste drie maanden. Deze beslissing wordt opgenomen in het dossier.

In het geval bedoeld in het vierde lid en zonder afbreuk te doen aan de toepassing van het derde lid, kan de procureur des Konings beslissen dat een kosteloze kopie van de tekst van het verhoor van de minderjarige aan de advocaat van deze laatste medegedeeld wordt. Deze beslissing wordt opgenomen in het dossier. ».

**Art. 37.** In artikel 57, § 2, van hetzelfde Wetboek, opnieuw opgenomen bij de wet van 12 maart 1998, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid worden de woorden « het proces-verbaal van » vervangen door de woorden « de tekst van »;

2° Le paragraphe est complété par les alinéas suivants :

« Lorsqu'il s'agit d'un mineur et qu'il apparaît qu'il existe un risque pour celui-ci d'être dépossédé de la copie ou de ne pouvoir en préserver le caractère personnel, le juge d'instruction peut, par une décision motivée, lui en refuser la communication. Cette décision est déposée au dossier.

Dans ce cas, le mineur peut consulter une copie du texte de son audition, accompagné d'un avocat ou d'un assistant de justice du service d'accueil des victimes du parquet. Toutefois, en raison de circonstances graves et exceptionnelles, le juge d'instruction peut, par décision motivée, retarder le moment de cette consultation pendant un délai de trois mois maximum renouvelable une fois. Cette décision est déposée au dossier.

Dans le cas visé à l'alinéa 4 et sans préjudice de l'application de l'alinéa 3, le juge d'instruction peut décider de délivrer une copie gratuite du texte de l'audition du mineur à l'avocat de ce dernier. Cette décision est déposée au dossier. ».

**Art. 38.** § 1<sup>er</sup>. Dans l'intitulé du chapitre VIIbis, du livre I<sup>er</sup>, du même Code, rétabli par la loi du 13 avril 1995, les mots « ou témoins » sont insérés entre les mots « victimes » et « de certains délits ».

§ 2. A l'article 91bis du même Code, rétabli par la loi du 13 avril 1995 et renuméroté par la loi du 4 mai 1999, sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « ou témoin » sont insérés entre le mot « victime » et les mots « des faits »;

2° les mots « articles 372, 373, 375, 379, 380 et 380bis du Code pénal » sont remplacés par les mots « articles 347bis, 372 tot 377, 379, 380, 380bis, 380ter, 383, 383bis, 385, 386, 387, 398 tot 405ter, 409, 410, 422bis, 422ter, 423, 425, 426 et 428 du Code pénal ».

§ 3. Les articles 92 à 101 du même Code, abrogés par la loi du 20 mai 1990, sont rétablis dans la rédaction suivante :

« Art. 92. — § 1<sup>er</sup>. Le procureur du Roi ou le juge d'instruction peut ordonner l'enregistrement audiovisuel de l'audition des mineurs victimes ou témoins d'infractions visées à l'article 91bis, avec leur consentement.

Si le mineur a moins de douze ans, il suffit de l'en informer.

§ 2. L'enregistrement audiovisuel de l'audition des mineurs victimes ou témoins d'autres infractions que celles visées au § 1<sup>er</sup> peut être ordonné en raison de circonstances graves et exceptionnelles, avec leur consentement.

Si le mineur a moins de douze ans, il suffit de l'en informer.

Art. 93. — L'audition enregistrée du mineur est effectuée, selon le stade de la procédure, par un magistrat du ministère public, par le juge d'instruction ou par un fonctionnaire de police nominativement désigné par l'un d'eux.

Art. 94. — L'audition enregistrée d'un mineur a lieu dans un local spécialement adapté. Les personnes qui peuvent être autorisées à y assister sont l'interrogateur, la personne visée à l'article 91bis, un ou des membres du service technique et un expert psychiatre ou psychologue.

Art. 95. — L'interrogateur explique au mineur les raisons pour lesquelles il souhaite procéder à l'enregistrement audiovisuel de l'audition et l'informe qu'il pourra, à tout moment, demander d'interrompre celui-ci. Mention en est faite au procès-verbal.

A tout moment au cours de l'audition enregistrée, le mineur peut demander d'interrompre l'enregistrement. Cette demande est immédiatement suivie d'effet et actée au procès-verbal.

Art. 96. — Un procès-verbal de l'audition enregistrée est établi dans les quarante-huit heures ou immédiatement en cas de privation de liberté de la personne suspectée. Ce procès-verbal reprend, outre les indications prévues à l'article 47bis, les principaux éléments de l'entretien et éventuellement une retranscription des passages les plus significatifs.

2° De paragraaf wordt aangevuld met de volgende leden :

« Wanneer het een minderjarige betreft en wanneer blijkt dat deze het gevaar loopt dat de kopie hem wordt ontnomen of hij het persoonlijke karakter ervan niet kan bewaren, kan de onderzoeksrechter hem de mededeling ervan weigeren, bij een met redenen omklede beslissing. Deze beslissing wordt opgenomen in het dossier.

In dat geval kan de minderjarige, vergezeld door een advocaat of een justitieassistent van de dienst slachtofferonthaal van het parket, een kopie van de tekst van zijn verhoor raadplegen. Evenwel, in geval van ernstige en uitzonderlijke omstandigheden kan de onderzoeksrechter, bij een met redenen omklede beslissing, het tijdstip van deze raadpleging uitstellen voor een eenmaal hernieuwbare termijn van ten hoogste drie maanden. Deze beslissing wordt opgenomen in het dossier.

In het geval bedoeld in het vierde lid en zonder afbreuk te doen aan de toepassing van het derde lid, kan de onderzoeksrechter beslissen dat een kosteloze kopie van de tekst van het verhoor van de minderjarige aan de advocaat van deze laatste medegedeeld wordt. Deze beslissing wordt opgenomen in het dossier. ».

**Art. 38.** § 1. In het opschrift van hoofdstuk VIIbis, boek I, van hetzelfde Wetboek, opnieuw opgenomen bij de wet van 13 april 1995, worden de woorden « of getuige » ingevoegd tussen het woord « slachtoffer » en het woord « zijn ».

§ 2. In artikel 91bis van hetzelfde Wetboek, opnieuw opgenomen bij de wet van 13 april 1995 en vernummerd bij de wet van 4 mei 1999, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « of getuige » worden ingevoegd tussen het woord « slachtoffer » en de woorden « is van de feiten »;

2° de woorden « artikelen 372, 373, 375, 379, 380 en 380bis van het Strafwetboek » worden vervangen door de woorden « artikelen 347bis, 372 tot 377, 379, 380, 380bis, 380ter, 383, 383bis, 385, 386, 387, 398 tot 405ter, 409, 410, 422bis, 422ter, 423, 425, 426 en 428 van het Strafwetboek. ».

§ 3. De artikelen 92 tot 101 van hetzelfde Wetboek, opgeheven bij de wet van 20 mei 1990, worden opnieuw opgenomen in de volgende lezing :

« Art. 92. — § 1. De procureur des Konings of de onderzoeksrechter kan de audiovisuele opname bevelen van het verhoor van minderjarigen die het slachtoffer zijn van de in artikel 91bis bedoelde misdrijven of daarvan getuige zijn, met hun toestemming.

Indien de minderjarige minder dan twaalf jaar oud is, is het voldoende hem hierover in te lichten.

§ 2. De audiovisuele opname van het verhoor van minderjarigen die slachtoffer of getuige zijn van andere misdrijven dan die bedoeld in § 1, kan worden bevolen in geval van ernstige en uitzonderlijke omstandigheden, met hun toestemming.

Indien de minderjarige minder dan twaalf jaar oud is, is het voldoende hem hierover in te lichten.

Art. 93. — Het opgenomen verhoor van de minderjarige wordt, afhankelijk van het stadium waarin de procedure zich bevindt, verricht door een magistraat van het openbaar ministerie, door de onderzoeksrechter of door een politieambtenaar die bij name door een van hen aangewezen wordt.

Art. 94. — Het opgenomen verhoor van de minderjarige vindt plaats in een speciaal daartoe aangepaste ruimte. De personen die toegelaten kunnen worden om de opname bij te wonen zijn de verhoorder, de in artikel 91bis bedoelde persoon, een lid of leden van de technische dienst en een psychiater- of psycholoog-deskundige.

Art. 95. — De verhoorder zet aan de minderjarige de redenen uiteen waarom hij wenst over te gaan tot de audiovisuele opnamen van het verhoor en deelt hem mede dat de minderjarige te allen tijde kan vragen de opname te onderbreken. De mededeling wordt in het proces-verbaal vermeld.

Tijdens het verhoor kan de minderjarige te allen tijde vragen de opname ervan te onderbreken. Aan dat verzoek wordt onmiddellijk gevolg gegeven en in het proces-verbaal wordt daarvan melding gemaakt.

Art. 96. — Een proces-verbaal van het opgenomen verhoor wordt opgesteld binnen achtenveertig uur of onmiddellijk ingeval de verdachte van zijn vrijheid is beroofd. Behalve de vermeldingen bedoeld in artikel 47bis worden in het proces-verbaal de belangrijkste elementen van het onderhoud, en eventueel de meest relevante passages overgeschreven.

Il est procédé à la retranscription intégrale et littérale de l'audition sur demande du juge d'instruction, du procureur du Roi ou à la demande de la personne entendue ou des parties au procès. Cette retranscription rend compte de l'attitude et des expressions du mineur. Elle est versée dans les plus brefs délais au dossier.

Art. 97. — L'enregistrement de l'audition est réalisé en deux exemplaires. Les deux cassettes ont le statut d'originaux et sont déposées au greffe à titre de pièces à conviction.

En cas de nécessité, en vue notamment d'effectuer la retranscription ou l'expertise, une des cassettes peut être mise à la disposition du service de police ou de l'expert désigné.

Aucune copie des cassettes ne peut être réalisée.

Art. 98. — S'il est indispensable de reprendre ou de compléter l'interrogatoire du mineur ou de procéder à une confrontation, le procureur du Roi, le juge d'instruction, la juridiction d'instruction ou la juridiction de jugement ordonne par une décision motivée qu'il soit procédé au nouvel interrogatoire ou à la confrontation dans les formes et conditions prévues aux articles 91bis à 97.

Art. 99. — Le visionnage de la cassette est limité aux personnes qui participent professionnellement à l'information, à l'instruction ou au jugement dans le cadre du dossier judiciaire, ainsi qu'aux parties au procès.

L'inculpé non détenu et la partie civile peuvent introduire une demande en ce sens auprès du juge d'instruction conformément à l'article 61ter.

Toutes les parties ont le droit de visionner la cassette après que le procureur du Roi a pris des réquisitions en vue du règlement de la procédure, conformément à l'article 127.

Art. 100. — Les procès-verbaux d'interrogatoire et les cassettes de l'enregistrement sont produits devant la juridiction d'instruction et la juridiction de jugement en lieu et place de la comparution personnelle du mineur.

Toutefois, lorsqu'elle estime la comparution du mineur nécessaire à la manifestation de la vérité, la juridiction de jugement peut l'ordonner par une décision motivée.

Art. 101. — Les cassettes peuvent être détruites sur décision de la juridiction de jugement. Dans les autres cas, elles sont conservées au greffe et détruites après expiration du délai de prescription de l'action publique ou de l'action civile lorsque celle-ci est postérieure, et, en cas de condamnation, après exécution totale ou prescription de la peine. ».

Art. 39. § 1<sup>er</sup>. L'article 190bis du même Code, inséré par la loi du 10 octobre 1967, devient l'article 190ter.

§ 2. Un nouvel article 190bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code :

« Art. 190bis. — En ce qui concerne les témoins mineurs, le tribunal fait, le cas échéant, application des articles 92 à 101 relativement à l'audition enregistrée.

Lorsqu'il estime la comparution du mineur nécessaire à la manifestation de la vérité, celle-ci est organisée par vidéoconférence, à moins que le mineur n'exprime la volonté de témoigner à l'audience.

En cas d'audition par vidéoconférence, le mineur est entendu dans une pièce séparée, en présence, le cas échéant, de la personne visée à l'article 91bis, de son avocat, d'un ou de membres du service technique et d'un expert psychiatre ou psychologue.

Si le tribunal l'estime nécessaire à la sérénité du témoignage, il peut, dans tous les cas, limiter ou exclure le contact visuel entre le mineur et le prévenu.

Cet article est applicable aux mineurs dont l'audition a été enregistrée en vertu de l'article 92 et qui ont atteint l'âge de la majorité au moment de l'audience. ».

Art. 40. Un article 327bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code :

« Art. 327bis. — En ce qui concerne les témoins mineurs, le président fait, le cas échéant, application des articles 92 à 101 relativement à l'audition enregistrée.

Lorsqu'il estime la comparution du mineur nécessaire à la manifestation de la vérité, celle-ci est organisée par vidéoconférence, à moins que le mineur n'exprime la volonté de témoigner à l'audience.

Tot de volledige en letterlijke overschrijving van het verhoor wordt overgegaan op verzoek van de onderzoeksrechter, van de procureur des Konings, van de persoon die wordt gehoord of van de partijen die in het geding betrokken zijn. In die overschrijving worden het gedrag en de uitdrukkingen van de minderjarige weergegeven. De overschrijving wordt zo spoedig mogelijk bij het dossier gevoegd.

Art. 97. — De opname van het verhoor wordt in twee exemplaren gemaakt. Beide cassettes worden als originelen beschouwd en ter griffie als overtuigingsstuk neergelegd.

Zo nodig, inzonderheid met het oog op de overschrijving of op het deskundigenonderzoek, kan een van de cassettes ter beschikking worden gesteld van de politiedienst of van de aangewezen deskundige.

Van de cassettes mag geen enkele kopie worden gemaakt.

Art. 98. — Indien het onontbeerlijk is de minderjarige opnieuw te verhoren, het verhoor aan te vullen of over te gaan tot een confrontatie, beveelt de procureur des Konings, de onderzoeksrechter, het onderzoeksgerecht of het vonnisgerecht bij een met redenen omklede beslissing een nieuw verhoor of de confrontatie in de vorm en onder de voorwaarden omschreven in de artikelen 91bis tot 97.

Art. 99. — De cassette mag enkel worden bekeken door de personen die in het kader van het gerechtelijk dossier beroepshalve betrokken zijn bij het opsporingsonderzoek, het gerechtelijk onderzoek of het vonnis, alsmede door de partijen in het geding.

De niet aangehouden inverdeninggestelde en de burgerlijke partij kunnen hiertoe overeenkomstig artikel 61ter bij de onderzoeksrechter een verzoek indienen.

Alle partijen hebben het recht om de cassette te bekijken nadat de procureur des Konings overeenkomstig artikel 127 de regeling van de rechtspleging heeft gevorderd.

Art. 100. — De processen-verbaal van het verhoor en de cassettes van de opname worden overgelegd aan het onderzoeksgerecht en aan het vonnisgerecht, zulks in de plaats van de persoonlijke verschijning van de minderjarige.

Wanneer het vonnisgerecht de verschijning van de minderjarige noodzakelijk vindt om de waarheid aan de dag te brengen, kan het evenwel bij een met redenen omklede beslissing de verschijning bevelen.

Art. 101. — De cassettes kunnen bij beslissing van het vonnisgerecht vernietigd worden. In de andere gevallen worden zij ter griffie bewaard en vernietigd na afloop van de verjaringstermijn van de strafvordering of van de burgerlijke rechtsvordering wanneer deze op een later tijdstip valt en, in geval van veroordeling, na de volledige tenuitvoerlegging of verjaring van de straf. ».

Art. 39. § 1. Artikel 190bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 10 oktober 1967, wordt artikel 190ter van dat Wetboek;

§ 2. In hetzelfde Wetboek wordt een nieuw artikel 190bis ingevoegd, luidende :

« Art. 190bis. — Wat de minderjarige getuigen betreft, past de rechtbank, in voorkomend geval, de artikelen 92 tot 101 inzake het opgenomen verhoor toe.

Wanneer de rechtbank de verschijning van de minderjarige noodzakelijk vindt om de waarheid aan de dag te brengen, wordt deze verschijning bij wege van videoconferentie georganiseerd, tenzij de minderjarige de wil uitdrukt op de zitting te getuigen.

In geval van verhoor door middel van videoconferentie wordt de minderjarige gehoord in een afzonderlijk lokaal in aanwezigheid, in voorkomend geval, van de in artikel 91bis bedoelde persoon, zijn advocaat, een lid of leden van de technische dienst en een psychiater- of psycholoog-deskundige.

Wanneer de rechtbank het noodzakelijk vindt voor de sereniteit van de getuigenis, kan zij het oogcontact tussen de minderjarige en de beklagde in alle gevallen beperken of uitsluiten.

Dit artikel is van toepassing op minderjarigen van wie het verhoor werd opgenomen met toepassing van artikel 92 en die de leeftijd van de meerderjarigheid hebben bereikt op het moment van de zitting. ».

Art. 40. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 327bis ingevoegd, luidende :

« Art. 327bis. — Wat de minderjarige getuigen betreft, past de voorzitter in voorkomend geval, de artikelen 92 tot 101 inzake het opgenomen verhoor toe.

Wanneer hij de verschijning van de minderjarige noodzakelijk vindt om de waarheid aan de dag te brengen, wordt deze verschijning bij wege van videoconferentie georganiseerd, tenzij de minderjarige de wil uitdrukt op de zitting te getuigen.



En cas d'audition par vidéoconférence, le mineur est entendu dans une pièce séparée, en présence, le cas échéant, de la personne visée à l'article 91bis, de son avocat, d'un ou de membres du service technique et d'un expert psychiatre ou psychologue.

Si le président l'estime nécessaire à la sérénité du témoignage, il peut dans tous les cas, limiter ou exclure le contact visuel entre le mineur et l'accusé.

Cet article est applicable aux mineurs dont l'audition a été enregistrée en vertu de l'article 92 et qui ont atteint l'âge de la majorité au moment de l'audience. »

CHAPITRE V. — *Disposition modifiant la loi du 4 octobre 1867 sur les circonstances atténuantes*

**Art. 41.** A l'article 2, alinéa 3, de la loi du 4 octobre 1867 sur les circonstances atténuantes, le 2° est remplacé par la disposition suivante :

« 2° s'il s'agit d'un crime qui est visé à l'article 347bis du Code pénal lorsque la prise d'otages n'a causé aux otages qu'une incapacité permanente physique ou psychique, quel que soit l'âge de la personne prise comme otage; ».

CHAPITRE VI. — *Disposition modifiant la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation*

**Art. 42.** Un article 9bis, rédigé comme suit, est inséré dans la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation :

« Art. 9bis. — Si les inculpés et les condamnés le sont pour un des faits visés aux articles 372 à 377 du Code pénal, ou pour un des faits visés aux articles 379 à 387 du même Code lorsque ceux-ci ont été commis sur des mineurs ou avec leur participation, les juridictions compétentes prennent, avant d'ordonner une mesure probatoire, l'avis motivé d'un service spécialisé dans la guidance ou le traitement des délinquants sexuels.

Lorsque la suspension du prononcé de la condamnation ou le sursis à l'exécution de la peine est subordonné à une mesure de probation consistant dans le suivi d'une guidance ou d'un traitement, la commission de probation, après avoir, le cas échéant, pris connaissance de l'avis motivé visé à l'alinéa premier, invite l'intéressé à choisir un service compétent ou une personne compétente. Ce choix est soumis à l'accord de la commission.

Ledit service ou ladite personne qui accepte la mission adresse à la commission de probation, dans le mois qui suit le début de cette guidance ou de ce traitement, et chaque fois que ce service ou cette personne l'estime utile, ou sur invitation de la commission, et au moins une fois tous les six mois, un rapport de suivi sur la guidance ou le traitement.

Le rapport visé à l'alinéa 3 porte sur les points suivants : les présences effectives de l'intéressé aux consultations proposées, les absences injustifiées, la cessation unilatérale de la guidance ou du traitement par la personne concernée, les difficultés survenues dans la mise en œuvre de ceux-ci et les situations comportant un risque sérieux pour les tiers.

Le service compétent ou la personne compétente est tenu d'informer la commission de l'interruption de la guidance ou du traitement. »

CHAPITRE VII. — *Dispositions modifiant la loi du 9 avril 1930 de défense sociale à l'égard des anormaux, des délinquants d'habitude et des auteurs de certains délits sexuels*

**Art. 43.** Dans l'article 20 de la loi du 9 avril 1930 de défense sociale à l'égard des anormaux, des délinquants d'habitude et des auteurs de certains délits sexuels, modifié par la loi du 7 mai 1999, les alinéas suivants sont insérés entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 :

« Si l'interné libéré à l'essai a été interné pour un des faits visés aux articles 372 à 377 du Code pénal, la tutelle médico-sociale visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> comprend l'obligation de suivre une guidance ou un traitement dans un service spécialisé dans la guidance ou le traitement des délinquants sexuels.

La commission invite l'intéressé à choisir une personne compétente ou un service compétent. Ce choix est soumis à l'accord de la commission.

In geval van verhoor door middel van videoconferentie wordt de minderjarige gehoord in een afzonderlijk lokaal in aanwezigheid, in voorkomend geval, van de in artikel 91bis bedoelde persoon, zijn advocaat, een lid of leden van de technische dienst en een psychiater- of psycholoog-deskundige.

Wanneer de voorzitter het noodzakelijk vindt voor de sereniteit van de getuigenis, kan hij het oogcontact tussen de minderjarige en de beschuldigde in alle gevallen beperken of uitsluiten.

Dit artikel is van toepassing op minderjarigen van wie het verhoor werd opgenomen met toepassing van artikel 92 en die de leeftijd van de meerderjarigheid hebben bereikt op het moment van de zitting. »

HOOFDSTUK V. — *Bepaling tot wijziging van de wet van 4 oktober 1867 op de verzachtende omstandigheden*

**Art. 41.** In artikel 2, derde lid, van de wet van 4 oktober 1867 op de verzachtende omstandigheden wordt het 2° vervangen als volgt :

« 2° als het gaat om een misdaad bedoeld in artikel 347bis van het Strafwetboek, wanneer de gijzeling voor de gegijzelden geen andere gevolgen heeft dan een blijvende fysieke of psychische ongeschiktheid, ongeacht de leeftijd van de gegijzelde persoon; ».

HOOFDSTUK VI. — *Bepaling tot wijziging van de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie*

**Art. 42.** In de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie wordt een artikel 9bis ingevoegd, luidende :

« Art. 9bis. — Indien de inverdenkinggestelden of de veroordeelden inverdenkinggesteld of veroordeeld zijn wegens een van de feiten bedoeld in de artikelen 372 tot 377 van het Strafwetboek, of wegens een van de feiten bedoeld in de artikelen 379 tot 387 van hetzelfde Wetboek indien ze gepleegd zijn op minderjarigen of met hun deelneming, winnen de bevoegde gerechten het met redenen omklede advies in van een dienst gespecialiseerd in de begeleiding of de behandeling van seksuele delinquenten, alvorens een probatiemaatregel op te leggen.

Indien de opschorting van de uitspraak van de veroordeling of het uitstel van de strafuitvoering afhankelijk wordt gesteld van een probatiemaatregel die bestaat in het volgen van een begeleiding of behandeling, nodigt de probatiecommissie de betrokkene uit een bevoegde persoon of dienst te kiezen, na in voorkomend geval, kennis te hebben genomen van het met redenen omklede advies bedoeld in het eerste lid. Die keuze wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de commissie.

Deze dienst of persoon die de opdracht aanneemt, brengt aan de probatiecommissie, binnen een maand na het begin van die begeleiding of behandeling en telkens als de dienst of persoon het nuttig acht, of op verzoek van de commissie en ten minste om de zes maanden, verslag uit over de begeleiding of de behandeling.

Het in het derde lid bedoelde verslag handelt over de volgende punten : de daadwerkelijke aanwezigheden van de betrokkene op de voorgestelde raadplegingen, de ongewettigde afwezigheden, het eenzijdig stopzetten van de begeleiding of de behandeling door de betrokkene, de moeilijkheden die bij de uitvoering daarvan zijn gerezen en de situaties die een ernstig risico inhouden voor derden.

De bevoegde dienst of de bevoegde persoon moet de commissie op de hoogte brengen van het stopzetten van de begeleiding of de behandeling. »

HOOFDSTUK VII. — *Bepalingen tot wijziging van de wet van 9 april 1930 tot bescherming van de maatschappij tegen abnormalen, gewoontemisdadigers en plegers van bepaalde seksuele strafbare feiten*

**Art. 43.** In artikel 20 van de wet van 9 april 1930 tot bescherming van de maatschappij tegen abnormalen, gewoontemisdadigers en plegers van bepaalde strafbare feiten, gewijzigd bij de wet van 7 mei 1999, worden tussen het eerste en het tweede lid de volgende leden ingevoegd :

« Indien de op proef invrijheidgestelde geïnterneerd is wegens een van de feiten bedoeld in de artikelen 372 tot 377 van het Strafwetboek, omvat de sociaal-geneeskundige voogdij bedoeld in het eerste lid de verplichting een begeleiding of behandeling in een dienst gespecialiseerd in de begeleiding of de behandeling van seksuele delinquenten te volgen.

De commissie nodigt de betrokkene uit een bevoegde persoon of dienst te kiezen. Die keuze wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de commissie.

Ladite personne ou ledit service qui accepte la mission, adresse à la commission, dans le mois qui suit la libération à l'essai, et chaque fois que cette personne ou ce service l'estime utile, ou sur l'invitation de la commission, et au moins une fois tous les six mois, un rapport de suivi sur la guidance ou le traitement.

Le rapport visé à l'alinéa 4 porte sur les points suivants : les présences effectives de l'intéressé aux consultations proposées, les absences injustifiées, la cessation unilatérale de la guidance ou du traitement par la personne concernée, les difficultés survenues dans la mise en œuvre de ceux-ci et les situations comportant un risque sérieux pour les tiers.

Le service compétent ou la personne compétente est tenu d'informer la commission de l'interruption de la guidance ou du traitement. »

**Art. 44.** L'article 20bis de la même loi, inséré par la loi du 13 avril 1995, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 20bis. — L'avis motivé d'un service spécialisé dans la guidance ou le traitement des délinquants sexuels est requis avant la libération définitive ou à l'essai de tout interné pour un des faits visés aux articles 372 à 377 du Code pénal, ou pour un des faits visés aux articles 379 à 381 et 383 à 387 du même Code lorsque ceux-ci ont été commis sur des mineurs ou avec leur participation.

En cas de libération à l'essai, la commission peut prononcer en outre, pour la période d'épreuve qu'elle détermine au moment de la libération à l'essai, une condition d'interdiction de :

1° participer, à quelque titre que ce soit, à un enseignement donné dans un établissement public ou privé qui accueille des mineurs;

2° faire partie, comme membre bénévole, membre du personnel statutaire ou contractuel ou comme membre des organes d'administration et de gestion, de toute personne morale ou association de fait dont l'activité concerne à titre principal les mineurs;

3° être affecté à une activité qui place l'intéressé en relation de confiance ou d'autorité vis-à-vis de mineurs, comme membre bénévole, membre du personnel statutaire ou contractuel ou comme membre des organes d'administration et de gestion, de toute personne morale ou association de fait. »

**Art. 45.** A l'article 25 de la même loi, modifié par les lois du 17 juillet 1990 et du 5 mars 1998, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 2 les mots « articles 372 à 378 du Code pénal, ou pour des faits visés aux articles 379 à 386ter du même Code, s'ils ont été commis sur des mineurs ou avec leur participation » sont remplacés par les mots « articles 372 à 377 du Code pénal, ou pour des faits visés aux articles 379 à 387 du même Code lorsque ceux-ci ont été commis sur des mineurs ou avec leur participation »;

2° le dernier alinéa est remplacée par les alinéas suivants :

« Le rapport visé à l'alinéa 4 porte sur les points suivants : les présences effectives de l'intéressé aux consultations proposées, les absences injustifiées, la cessation unilatérale de la guidance ou du traitement par la personne concernée, les difficultés survenues dans la mise en œuvre de ceux-ci et les situations comportant un risque sérieux pour les tiers.

Le service compétent ou la personne compétente est tenu d'informer le ministre de l'interruption de la guidance ou du traitement. »

#### CHAPITRE VIII. — Dispositions modifiant la loi du 20 juillet 1990 sur la détention préventive

**Art. 46.** L'article 35 de la loi du 20 juillet 1990 sur la détention préventive est complété par un § 6, rédigé comme suit :

« § 6. Si les conditions arrêtées conformément au § 3 imposent le suivi d'une guidance ou d'un traitement, le juge d'instruction ou la juridiction d'instruction ou de jugement, invite l'inculpé à choisir une personne compétente ou un service compétent. Ce choix est soumis à l'accord du juge ou de la juridiction.

Ladite personne ou ledit service qui accepte la mission, adresse au juge ou à la juridiction, dans le mois qui suit la libération, et chaque fois que cette personne ou ce service l'estime utile, ou sur l'invitation du juge ou de la juridiction, et au moins une fois tous les deux mois, un rapport de suivi sur la guidance ou le traitement.

Deze dienst of persoon die de opdracht aanneemt, brengt aan de commissie, binnen een maand na de invrijheidstelling op proef en telkens als de dienst of persoon het nuttig acht, of op verzoek van de commissie en ten minste om de zes maanden, verslag uit over de begeleiding of de behandeling.

Het in het vierde lid bedoelde verslag handelt over de volgende punten : de daadwerkelijke aanwezigheden van de betrokkene op de voorgestelde raadplegingen, de ongewettigde afwezigheden, het eenzijdig stopzetten van de begeleiding of de behandeling door de betrokkene, de moeilijkheden die bij de uitvoering daarvan zijn gerezen en de situaties die een ernstig risico inhouden voor derden.

De bevoegde dienst of de bevoegde persoon moet de commissie op de hoogte brengen van het stopzetten van de begeleiding of de behandeling. »

**Art. 44.** Artikel 20bis van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 13 april 1995, wordt vervangen als volgt :

« Art. 20bis. — Het met redenen omklede advies van een dienst die gespecialiseerd is in de begeleiding of de behandeling van seksuele delinquenten is vereist voor de definitieve invrijheidstelling of de invrijheidstelling op proef van ieder die geïnterneerd is wegens een van de feiten bedoeld in de artikelen 372 tot 377 van het Strafwetboek, of voor een van de feiten bedoeld in de artikelen 379 tot 381 en 383 tot 387 van hetzelfde Wetboek indien ze gepleegd zijn op minderjarigen of met hun deelneming.

In geval van invrijheidstelling op proef kan de commissie bovendien, en zulks voor de duur van de proefperiode die zij bepaalt bij de invrijheidstelling op proef, betrokkene als voorwaarde het verbod opleggen om :

1° in welke hoedanigheid ook deel te nemen aan onderwijs in een openbare of particuliere instelling die minderjarigen opvangt;

2° deel uit te maken, als vrijwilliger, als lid van het statutair of contractueel personeel of als lid van de organen van bestuur en beheer, van elke rechtspersoon of feitelijke vereniging waarvan de activiteit in hoofdzaak op minderjarigen gericht is;

3° een activiteit toegewezen te krijgen die de betrokkene in een vertrouwens- of een gezagsrelatie tegenover minderjarigen plaatst, als vrijwilliger, als lid van het statutair of contractueel personeel of als lid van de organen van bestuur en beheer, van elke rechtspersoon of feitelijke vereniging. »

**Art. 45.** In artikel 25 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 17 juli 1990 en 5 maart 1998, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid worden de woorden « artikelen 372 tot 378 van het Strafwetboek of voor feiten bedoeld in de artikelen 379 tot 386ter van hetzelfde Wetboek indien ze gepleegd werden op minderjarigen of met hun deelneming » vervangen door de woorden « artikelen 372 tot 377 van het Strafwetboek, of voor feiten bedoeld in de artikelen 379 tot 387 indien ze gepleegd werden op minderjarigen of met hun deelneming »;

2° het laatste lid wordt vervangen door de volgende leden :

« Het in het vierde lid bedoelde verslag handelt over de volgende punten : de daadwerkelijke aanwezigheden van de betrokkene op de voorgestelde raadplegingen, de ongewettigde afwezigheden, het eenzijdig stopzetten van de begeleiding of de behandeling door de betrokkene, de moeilijkheden die bij de uitvoering daarvan zijn gerezen en de situaties die een ernstig risico inhouden voor derden.

De bevoegde dienst of de bevoegde persoon moet de minister op de hoogte brengen van het stopzetten van de begeleiding of de behandeling. »

#### HOOFDSTUK VIII. — Bepalingen tot wijziging van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis

**Art. 46.** Artikel 35 van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis wordt aangevuld met een § 6, luidende :

« § 6. Indien de voorwaarden die krachtens § 3 bepaald zijn, het volgen van een begeleiding of een behandeling opleggen, nodigt de onderzoeksrechter, het onderzoeksgerecht of het vonnisgerecht de inverdenkinggestelde uit om een bevoegde persoon of dienst te kiezen. Die keuze wordt aan de rechter of het gerecht ter goedkeuring voorgelegd.

De dienst of persoon die de opdracht aanneemt, brengt aan de rechter of aan het gerecht, binnen de maand na de invrijheidstelling en telkens als die dienst of persoon het nuttig acht, of op verzoek van de rechter of van het gerecht en ten minste om de twee maanden, verslag uit over de begeleiding of de behandeling.

Le rapport visé à l'alinéa 2 porte sur les points suivants : les présences effectives de l'intéressé aux consultations proposées, les absences injustifiées, la cessation unilatérale de la guidance ou du traitement par la personne concernée, les difficultés survenues dans la mise en œuvre de ceux-ci et les situations comportant un risque sérieux pour les tiers.

Le service compétent ou la personne compétente est tenu d'informer le juge ou la juridiction de l'interruption de la guidance ou du traitement. »

**Art. 47.** L'article 38, § 1<sup>er</sup>, de la même loi est complété par l'alinéa suivant :

« Le contrôle du suivi d'une guidance ou d'un traitement est réalisé conformément à l'article 35, § 6. »

CHAPITRE IX. — *Disposition modifiant la loi du 5 mars 1998 relative à la libération conditionnelle et modifiant la loi du 9 avril 1930 de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude*

**Art. 48.** A l'article 7 de la loi du 5 mars 1998 relative à la libération conditionnelle et modifiant la loi du 9 avril 1930 de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude, remplacée par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1964, le dernier alinéa est remplacé par la disposition suivante :

« Le rapport visé à l'alinéa 4 porte sur les points suivants : les présences effectives de l'intéressé aux consultations proposées, les absences injustifiées, la cessation unilatérale de la guidance ou du traitement par la personne concernée, les difficultés survenues dans la mise en œuvre de ceux-ci et les situations comportant un risque sérieux pour les tiers.

Le service compétent ou la personne compétente est tenu d'informer la commission de l'interruption de la guidance ou du traitement. ».

CHAPITRE X. — *Disposition modifiant le Code judiciaire*

**Art. 49.** A l'article 92, § 1<sup>er</sup>, du Code judiciaire, modifié par la loi du 3 août 1992, est apportée la modification suivante :

Le 4<sup>o</sup> est remplacé comme suit :

« 4<sup>o</sup> les affaires en matière répressive relatives aux infractions visées au titre VII et au titre VIII, chapitre III, du livre II du Code pénal; ».

CHAPITRE XI. — *Disposition modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers*

**Art. 50.** A l'article 77bis de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, inséré par la loi du 13 avril 1995, sont apportées les modifications suivantes :

— au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « le transit » sont insérés entre le mot « entrée » et les mots « ou le séjour »;

— au § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, les mots « ou de son état de minorité » sont introduits entre les mots « ou précaire » et les mots « d'un état de grossesse ».

CHAPITRE XII. — *Dispositions abrogatoires*

**Art. 51.** Dans le titre VII du livre II du Code pénal intitulé « Des crimes et des délits contre l'ordre des familles et contre la moralité publique », les chapitres II et IV sont abrogés.

**Art. 52.** Les articles 354 à 360bis, 364 à 371, 401bis, 415 et 420bis du même Code, et l'article 23, point 4<sup>o</sup>, de la loi du 15 juin 1899 comprenant le titre I<sup>er</sup> et II du Code de procédure pénale militaire sont abrogés.

CHAPITRE XIII. — *Entrée en vigueur*

**Art. 53.** Les chapitres IV, VI, VII, VIII et IX entrent chacun en vigueur à une date déterminée par le Roi et au plus tard le 1<sup>er</sup> avril 2001.

Het in het tweede lid bedoelde verslag handelt over de volgende punten : de daadwerkelijke aanwezigheden van de betrokkene op de voorgestelde raadplegingen, de ongewettigde afwezigheden, het eenzijdig stopzetten van de begeleiding of de behandeling door de betrokkene, de moeilijkheden die bij de uitvoering daarvan zijn gerezen en de situaties die een ernstig risico inhouden voor derden.

De bevoegde dienst of de bevoegde persoon moet de rechter of het gerecht op de hoogte brengen van het stopzetten van de begeleiding of de behandeling. »

**Art. 47.** Artikel 38, § 1, van dezelfde wet wordt aangevuld met het volgende lid :

« Het toezicht op het volgen van een begeleiding of een behandeling gebeurt overeenkomstig artikel 35, § 6. »

HOOFDSTUK IX. — *Bepaling tot wijziging van de wet van 5 maart 1998 betreffende de voorwaardelijke invrijheidstelling en tot wijziging van de wet van 9 april 1930 tot bescherming van de maatschappij tegen de abnormalen en de gewoontemisdadigers*

**Art. 48.** In artikel 7 van de wet van 5 maart 1998 betreffende de voorwaardelijke invrijheidstelling en tot wijziging van de wet van 9 april 1930 tot bescherming van de maatschappij tegen de abnormalen en de gewoontemisdadigers, vervangen bij de wet van 1 juli 1964, wordt het laatste lid vervangen als volgt :

« Het in het vierde lid bedoelde verslag handelt over de volgende punten : de daadwerkelijke aanwezigheden van de betrokkene op de voorgestelde raadplegingen, de ongewettigde afwezigheden, het eenzijdig stopzetten van de begeleiding of de behandeling door de betrokkene, de moeilijkheden die bij de uitvoering daarvan zijn gerezen en de situaties die een ernstig risico inhouden voor derden.

De bevoegde dienst of de bevoegde persoon moet de commissie op de hoogte brengen van het stopzetten van de begeleiding of de behandeling. ».

HOOFDSTUK X. — *Bepaling tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek*

**Art. 49.** In artikel 92, § 1, van het Gerechtelijk Wetboek, gewijzigd bij de wet van 3 augustus 1992, wordt de volgende wijziging aangebracht :

Het 4<sup>o</sup> wordt vervangen als volgt :

« 4<sup>o</sup> de strafzaken betreffende misdrijven bedoeld in titel VII en titel VIII, hoofdstuk III, van boek II van het Strafwetboek; ».

HOOFDSTUK XI. — *Bepaling tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen*

**Art. 50.** In artikel 77bis van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, ingevoegd bij de wet van 13 april 1995, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

— in § 1, eerste lid, worden de woorden « , er via doorreist » ingevoegd tussen de woorden « binnenkomt » en « of er verblijft »;

— in § 1, 2<sup>o</sup>, worden de woorden « of van zijn staat van minderjarigheid » ingevoegd tussen de woorden « precaire administratieve toestand » en de woorden « zwangerschap ».

HOOFDSTUK XII. — *Opheffingsbepalingen*

**Art. 51.** De hoofdstukken II en IV van titel VII van boek II van het Strafwetboek met als opschrift « Misdaden en wanbedrijven tegen de orde der familie en tegen de openbare zedelijkheid » worden opgeheven.

**Art. 52.** De artikelen 354 tot 360bis, 364 tot 371, 401bis, 415 en 420bis van hetzelfde Wetboek en artikel 23, punt 4<sup>o</sup>, van de wet van 15 juni 1899 houdende eerste en tweede titel van het Wetboek van strafrechtspleging voor het leger worden opgeheven.

HOOFDSTUK XIII. — *Inwerkingtreding*

**Art. 53.** De hoofdstukken IV, VI, VII, VIII en IX treden elk in werking op een door de Koning te bepalen datum en uiterlijk op 1 april 2001.



Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du Sceau de l'Etat et publié par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 28 novembre 2000.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,  
M. VERWILGHEN

Scellé du sceau de l'Etat,

Le Ministre de la Justice,  
M. VERWILGHEN

—————  
Note

(1) Chambre des représentants.

*Documents parlementaires.*

1907 - 1998-1999 :

N° 1 : Projet de loi.

N°s 2 à 6 : Amendements.

N° 7 : Rapport.

N° 8 : Texte adopté par la commission.

N°s 9 à 10 : Amendements.

N° 11 : Rapport.

N° 12 : Texte adopté par la commission.

N° 13 : Amendements.

N° 14 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

*Annales parlementaires.* — Discussion et adoption. Séances des 17, 18 et 31 mars et 1<sup>er</sup> avril 1999.

Sénat.

*Documents parlementaires.*

1-1348 - 1998-1999 :

N° 1 : Projet transmis par la Chambre des représentants.

2-280 1999-2000 :

N° 1 : Projet transmis par la Chambre des représentants sous la législature précédente et relevé de caducité.

N°s 2 à 4 : Amendements.

N° 5 : Rapport.

N° 6 : Texte adopté par la commission.

N° 7 : Amendements.

N° 8 : Rapport.

N° 9 : Texte adopté par la commission après renvoi par la séance plénière.

N° 10 : Texte amendé par le Sénat et renvoyé à la Chambre des représentants.

*Annales parlementaires.* — Discussion et adoption. Séances des 30 et 31 mai 2000.

Chambre des représentants.

*Documents parlementaires.*

50-695 - 1999-2000 :

N° 1 : Projet amendé par le Sénat.

N°s 2 à 7 : Amendements.

50-695 - 2000-2001 :

N° 8 : Amendements.

N° 9 : Rapport.

N° 10 : Texte adopté par la commission.

N°11 : Texte adopté en séance plénière et renvoyé au Sénat.

*Annales parlementaires.* — Discussion et adoption. Séance du 26 octobre 2000.

Sénat.

*Documents parlementaires.*

2-280 - 2000-2001 :

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 28 november 2000.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,  
M. VERWILGHEN

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,  
M. VERWILGHEN

—————  
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers.

*Parlementaire bescheiden :*

1907 - 1998-1999 :

Nr. 1 : Wetsontwerp.

Nrs. 2 tot 6 : Amendementen.

Nr. 7 : Verslag.

Nr. 8 : Tekst aangenomen door de commissie.

Nrs. 9 tot 10 : Amendementen.

Nr. 11 : Verslag.

Nr. 12 : Tekst aangenomen door de commissie.

Nr. 13 : Amendementen.

Nr. 14 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

*Parlementaire handelingen.* — Bespreking en aanneming. Vergaderingen van 17, 18 en 31 maart en 1 april 1999.

Senaat.

*Parlementaire bescheiden.*

1-1348 - 1998-1999 :

Nr. 1 : Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers.

2-280 1999-2000 :

Nr. 1 : Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers tijdens de vorige zittingsperiode en van verval ontheven.

Nrs. 2 tot 4 : Amendementen.

Nr. 5 : Verslag.

Nr. 6 : Tekst aangenomen door de commissie.

Nr. 7 : Amendementen.

Nr. 8 : Verslag.

Nr. 9 : Tekst aangenomen door de commissie na terugzending door de plenaire vergadering.

Nr. 10 : Tekst geamendeerd door de Senaat en teruggezonden naar de Kamer van de vertegenwoordigers.

*Parlementaire handelingen.* — Bespreking en aanneming. Vergaderingen van 30 en 31 mei 2000.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

*Parlementaire bescheiden :*

50-695 - 1999-2000 :

Nr. 1 : Ontwerp geamendeerd door de Senaat.

Nrs. 2 tot 7 : Amendementen.

50-695 - 2000-2001 :

Nr. 8 : Amendementen.

Nr. 9 : Verslag.

Nr. 10 : Tekst aangenomen door de commissie.

Nr.11 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en teruggezonden aan de Senaat.

*Parlementaire handelingen.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van 26 oktober 2000.

Senaat.

*Parlementaire bescheiden.*

2-280 - 2000-2001 :

N° 11 : Projet réamendé par la Chambre des représentants.

N° 12 : Amendements.

N° 13 : Rapport.

N° 14 : Texte corrigé par la commission.

N° 15 : Amendement.

*Annales parlementaires.* — Discussion et adoption. Séance du 16 novembre 2000.

Nr. 11 : Ontwerp opnieuw geamendeerd door de kamer van volksvertegenwoordigers.

Nr. 12 : Amendementen.

Nr. 13 : Verslag.

Nr. 14 : Tekst verbeterd door de commissie.

Nr. 15 : Amendement.

*Parlementaire handelingen.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van 16 november 2000.

#### MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS ET DE L'INFRASTRUCTURE

F. 2001 — 763 [C — 2001/14041]

**19 FEVRIER 2001.** — Arrêté ministériel fixant le coût de la portabilité du numéro pour l'année 2000

#### AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre des Télécommunications et des Entreprises et Participations publiques, le 29 novembre 2000, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté ministériel "fixant le coût de la portabilité du numéro pour l'année 2000", a donné le 17 janvier 2001 l'avis suivant :

#### Examen du projet

##### Préambule

##### Alinéa 2

Les paragraphes 3 et 5 de l'article 15 de l'arrêté royal du 16 mars 2000 relatif à la portabilité des numéros d'abonnés aux services de télécommunications sont également les fondements légaux de l'arrêté en projet et doivent donc être visés au préambule.

#### Dispositif

##### Article 1<sup>er</sup>

Au 2°, la définition de l'installation complexe mentionne le terme de "PBX", sans le définir.

Or, il ne figure pas non plus dans les définitions de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 16 mars 2000 que l'arrêté en projet exécute. Il conviendrait donc de consacrer une définition à cette notion.

##### Article 3

L'article 3, alinéa 2, du projet excède la délégation donnée au ministre par l'article 15, § 7, de l'arrêté royal du 16 mars 2000 précité, dès lors qu'il prévoit des modalités relatives au transfert du numéro. Ces précisions doivent être consacrées dans l'arrêté royal, seul le Roi ayant reçu délégation pour fixer les "modalités d'application, le coût et la répartition des coûts entre les parties concernées" du service de la portabilité du numéro, en vertu de l'article 105bis, alinéa 8, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques.

La chambre était composée de :

MM. :

R. Andersen, président de chambre;

P. Lienardy, P. Vandernoot, conseillers d'Etat;

F. Delperee, J.-M. Favresse, assesseurs de la section de législation;

Mme C. Gigot, greffier.

Le rapport a été présenté par M. L. Detroux, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée par Mme A.-F. Bolly, référendaire adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. Andersen.

Le greffier,

C. Gigot.

Le président,

R. Andersen.

#### MINISTERIE VAN VERKEER EN INFRASTRUCTUUR

N. 2001 — 763 [C — 2001/14041]

**19 FEBRUARI 2001.** — Ministerieel besluit inzake de vaststelling van de kostprijs voor nummeroverdraagbaarheid voor het jaar 2000

#### ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 29 november 2000 door de Minister van Telecommunicatie en Overheidsbedrijven en Participaties verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit "inzake de vaststelling van de kostprijs voor nummeroverdraagbaarheid voor het jaar 2000", heeft op 17 januari 2001 het volgende advies gegeven :

#### Onderzoek van het ontwerp

##### Aanhef

##### Tweede lid

De paragrafen 3 en 5 van artikel 15 van het koninklijk besluit van 16 maart 2000 betreffende de overdraagbaarheid van de nummers van de abonnees van de telecommunicatiediensten leveren eveneens de rechtsgrond op voor het ontworpen besluit en moeten dus in de aanhef worden vermeld.

#### Dispositief

##### Artikel 1

In onderdeel 2° wordt in de definitie van complexe installatie de term "PBX" vermeld zonder deze te omschrijven.

De term komt evenmin voor in de definities van artikel 1 van het koninklijk besluit van 16 maart 2000 waaraan het ontworpen besluit uitvoering verleent. Dat begrip zou dus moeten worden gedefinieerd.

##### Artikel 3

Artikel 3, tweede lid, van het ontwerp gaat verder dan de bij artikel 15, § 7, van het voormelde koninklijk besluit van 16 maart 2000 aan de minister verleende delegatie, aangezien het nadere regels vaststelt betreffende de overdracht van het nummer. Die bijzonderheden moeten worden vastgelegd in het koninklijk besluit, aangezien alleen de Koning krachtens artikel 105bis, achtste lid, van de wet van 21 maart 1991 houdende hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, machtiging heeft gekregen "om de technische implementatievoorwaarden, de kostprijs en de verdeling van de kosten tussen de betrokken partijen" te bepalen ten aanzien van de nummeroverdraagbaarheidsfaciliteit.

De kamer was samengesteld uit :

De heren :

R. Andersen, kamervoorzitter;

P. Lienardy, P. Vandernoot, staatsraden;

F. Delperee, J.-M. Favresse, assessoren van de afdeling wetgeving;

Mevr. C. Gigot, griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de heer L. Detroux, auditeur. De nota van het coördinatiebureau werd opgesteld door Mevr. A.-F. Bolly, adjunct-referendaris.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer R. Andersen.

De griffier,

C. Gigot.

De voorzitter,

R. Andersen.